

# Avant-propos

Ce troisième tome de *l'Histoire des écoles secondaires libres du diocèse de Namur-Luxembourg* réunit les notices historiques parues dans la revue « Propositions », bulletin périodique du SeDESS Namur-Luxembourg, d'avril-mai 2009 à mai-juin 2011. Ces notices sont reproduites telles qu'elles ont été publiées et ne sont donc pas actualisées.

Sur les 14 établissements repris dans ce tome III, l'enseignement spécialisé se taille une place importante : pas moins de 6 instituts (l'Ecole professionnelle spécialisée Reumonjoie à Malonne, l'Institut de la Providence à Etalle, l'Institut Clairval à Durbuy, l'Institut Notre-Dame, enseignement spécialisé à Philippeville, l'Ecole professionnelle Saint-Lambert à Bonneville et l'Epsis Saint-Nicolas à Namur) y sont présentés : c'est en effet en 2010 que l'enseignement spécialisé a fêté le 40<sup>ème</sup> anniversaire de sa fondation ; l'occasion était donc belle de mettre en valeur l'évolution de ces écoles et le travail accompli ! (1)

Pour obtenir les deux précédents tomes de cette série, on s'adressera au Bureau de l'Enseignement 5, rue de l'Evêché à Namur. (2)

Je voudrais remercier Philippe Englebert, l'actuel directeur des Services diocésains de l'enseignement secondaire et supérieur, d'avoir souhaité que cette série d'articles sur l'histoire des écoles secondaires libres du diocèse de Namur-Luxembourg continue.

Mes remerciements s'adressent bien sûr aussi à ceux qui ont pris la plume pour rédiger ces synthèses historiques et à tous ceux qui ont collaboré à la réalisation de ce tome III.

*Philippe MOTTEQUIN*

(1) On trouvera l'histoire de deux autres établissements d'enseignement spécialisé : dans le tome I, celle de l'Epsis de Schaltin et, dans le tome II, celle de l'Ecole professionnelle de Vedrin.

(2) Dans le tome I, paru en juin 2008, les écoles suivantes sont reprises : Le Collège d'Alzon à Bure, l'Institut Saint-Louis à Namur, le Collège Saint-Paul à Godinne, le Collège du Sacré-Cœur à Burnot, le Collège Notre-Dame du Bonlieu à Virton, l'Institut de la Sainte-Famille à Virton, l'Institut Notre-Dame à Philippeville, l'Institut Notre-Dame du Sacré-Cœur à Beauraing, le Séminaire de Floreffe, l'Institut Sainte-Anne à Florenville, le Collège Notre-Dame de la Paix à Erpent, l'EPSIS de Schaltin, l'Institut Pierrard à Virton, le Collège Saint-Benoît à Maredsous. Dans le tome II de juin 2009 : l'Institut Jean XXIII à Rochefort-Jemelle, l'Institut Cardijn Lorraine à Athus, les Instituts Saint-Joseph à Ciney, l'Institut Notre-Dame à Namur, l'Institut Georges Cousot à Dinant, l'Institut du Sacré-Cœur à Barvaux, le Collège Notre-Dame de Bellevue à Dinant, l'Institut Saint-Michel à Neufchâteau, l'Institut Sainte-Marie à Bouillon, l'Institut du Sacré-Cœur à Vielsalm, l'Ecole Professionnelle Saint-Lambert à Vedrin, l'Institut Sainte-Marie à Arlon, l'Institut Sainte-Begge à Andenne, l'Institut Saint-Berthuin à Malonne.

# Table des matières

L'Institut Saint-Joseph à Carlsbourg .....	page 3
L'Institut Cardijn Lorraine à Arlon .....	page 9
L'Institut Notre-Dame à Saint-Hubert .....	page 14
L'Institut Saint-Joseph à Saint-Hubert .....	page 24
L'Institut Reumonjoie à Malonne .....	page 32
Le Centre Scolaire Saint-Joseph - Saint-Hubert à Eghezée .....	page 37
L'Institut Saint-Joseph à Jambes .....	page 45
L'Institut de la Providence à Etalle .....	page 57
L'Institut Clairval à Durbuy .....	page 64
L'Institut Notre-Dame à Philippeville .....	page 69
L'Ecole Professionnelle Saint-Lambert à Bonneville .....	page 74
L'Ecole Professionnelle Saint-Nicolas à Namur .....	page 79
L'Institut Saint-Joseph Libramont-Bertrix .....	page 85
L'Institut de la Providence à Champion .....	page 92

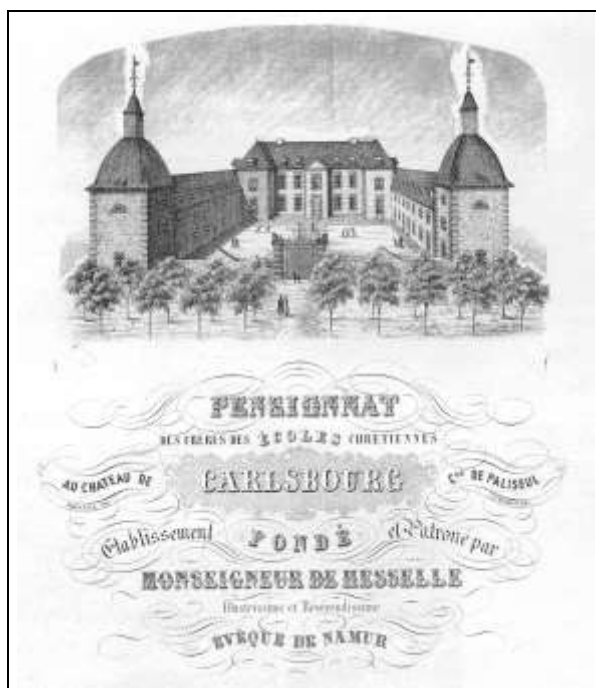
# L'Institut Saint-Joseph à Carlsbourg

## Malonne – Carlsbourg : des origines communes

Beaucoup de points communs peuvent être établis entre l'histoire de l'Institut Saint-Joseph de Carlsbourg et celle de l'Institut Saint-Berthuin de Malonne. (\*)

Ces deux établissements tirent leur origine de la volonté de l'Evêque de Namur, Monseigneur Nicolas-Joseph Dehesselle (évêque de Namur de 1836 à 1865), de disposer dans chacune des deux provinces qui composent son diocèse d'une école normale primaire épiscopale pour jeunes hommes. Pour cela, dans les deux cas, il acquit lui-même les bâtiments et confia aux Frères des Ecoles Chrétiennes la direction des deux institutions. A Malonne comme à Carlsbourg, très vite, d'autres élèves que des normaliens furent accueillis et on ouvrit des « cours professionnels », futures « Humanités modernes » dont la fréquentation dépassa rapidement celle des futurs instituteurs.

(\*) Voir l'historique de l'Institut Saint-Berthuin de Malonne dans *Histoire des écoles secondaires libres du diocèse de Namur-Luxembourg*, Namur, t. II, juin 2009, pp. 85-93.



*Prospectus de 1856-1857*

## Les débuts de Carlsbourg

En 1838, Monseigneur Dehesselle ouvrit au Petit Séminaire de Bastogne une section normale primaire pour jeunes hommes. Pour donner une existence autonome à cette section, le 14 mai 1844, il acheta à Carlsbourg un petit manoir construit ou reconstruit (les avis divergent) en 1729 par Philippe-Alexandre-Eugène Comte de Rougrave, chanoine de la cathédrale de Liège et Vicaire Général du diocèse de Liège. Le château et la seigneurie passèrent entre plusieurs mains et furent acquis en 1756 par le duc souverain de Bouillon. Avec l'arrivée des révolutionnaires français, le château devint « bien national » et fut ensuite vendu successivement à deux propriétaires avant d'être acheté par Monseigneur Dehesselle. Le 7 octobre 1844, les premiers Frères des Ecoles

## L'Institut Saint-Joseph à Carlsbourg

Chrétiennes arrivèrent à Carlsbourg et accueillirent, dès le 2 novembre, une trentaine d'étudiants. L'année suivante, des « cours professionnels », ancêtres des « Humanités modernes » (cette appellation fut conservée dans le palmarès de l'Institut jusqu'en 1925), s'ouvrirent pour 8 élèves non destinés aux études d'instituteur. Ce groupe fut dénommé le « pensionnat ». Au passage de témoin entre les deux premières directions en 1851, Carlsbourg comptait 38 normaliens et 57 jeunes dans les cours professionnels ; ils étaient encadrés par une communauté de 9 Frères enseignants.

### Le développement de Carlsbourg

En 1860, les Frères achetèrent les bâtiments à l'Evêque et développèrent considérablement leur propriété : un inventaire de 1876 précise qu'en plus du château et des 2 hectares 25 ares achetés à l'Evêché, 22 hectares et 25 ares appartiennent à deux Frères pour le compte de l'institution.

Le nombre sans cesse croissant d'étudiants amena les premières transformations : les deux ailes du château furent agrandies en plusieurs phases de travaux pour encadrer le corps central de bâtiments de même hauteur que celui-ci.

Quand on évoque Carlsbourg, on pense inévitablement à l'enseignement agricole. Outre les achats de terrains, la Congrégation acquit en face de l'établissement deux maisons contiguës, l'une en 1868, l'autre en 1875. En 1878, on édifia à l'emplacement de ces demeures une première ferme modèle et on créa une section agricole. Mais cette première tentative avorta dès l'année suivante.



*La salle des fêtes implantée en 1888 dans une ancienne chapelle : elle sera utilisée jusqu'à l'incendie de 1955*

Carlsbourg traversa une période difficile, due notamment à la suppression des subsides aux écoles normales catholiques : à la rentrée scolaire 1879-1880, l'école ne comptait plus que 147 élèves alors qu'en 1870, on en recensait plus de 400, un nombre qui ne fut de nouveau atteint qu'après 1895. Et cela malgré différents apports comme celui de 1879 à 1898 d'une centaine de Frères et d'élèves du pensionnat allemand de Coblenche, et celui de 1885 à 1889 de scolastiques suivant les cours de l'Ecole normale.

## L'Institut Saint-Joseph à Carlsbourg

En 1884, le nouveau gouvernement catholique avait créé un ministère de l'agriculture avec comme volonté « la vulgarisation des progrès scientifiques et de leurs applications nombreuses à la pratique agricole ». C'est assez naturellement que le directeur, Frère Mathieu-Marie, fils d'agriculteur, ouvrit en 1886 avec une douzaine d'élèves un cours moyen d'agronomie annexé à la section professionnelle. Dans le programme de cette section, il écrivait : « Il y a entre elles, agronomie et agriculture, la même différence qu'entre les sciences et l'art : l'une est à l'autre ce que la médecine est à l'empirisme. Aussi la pratique agricole est souvent imbue de préjugés que l'agronomie doit dissiper en les éclairant de sa lumière. D'où la nécessité d'un enseignement raisonné, même pour l'agriculture élémentaire ».

En 1887, ce fut une section d'horticulture et d'arboriculture qui compléta l'offre.



Difficile d'imaginer, à côté de l'enseignement bien sûr, l'impact que l'institut put avoir sur la vie régionale et spécialement au niveau de l'agriculture et de son développement : analyse de sol réalisée dans ses laboratoires, création d'une laiterie régionale, constitution d'un syndicat agricole pour notamment l'achat en commun d'engrais et d'aliments et la mise à disposition de matériel, rôle assumé dans le défrichage des terres non valorisées à Carlsbourg et dans les environs. On peut aussi y ajouter la création en 1889 d'un point d'arrêt devenu gare par la suite sur la ligne Bertrix-Houyet.

De l'antique château du XVIII<sup>e</sup> siècle au collège capable d'accueillir 650 internes dans des chambres individuelles, bien des chantiers ont été menés pour agrandir et moderniser les bâtiments détruits en partie par plusieurs incendies, notamment en 1900, 1955 et 1967.

## L'Institut Saint-Joseph à Carlsbourg

Trois formes d'enseignement ont donc vécu en parallèle à Carlsbourg. L'enseignement normal primaire comportant 3 années d'études depuis l'origine passa à 4 ans en 1900. Une école d'application fut créée dès le début de l'école normale et est aujourd'hui l'école fondamentale libre Saint-Joseph, dépendant du même P.O. que l'enseignement secondaire. A partir de 1971, les futurs instituteurs devaient suivre 2 ans après les Humanités complètes ; ce nombre fut porté à 3 en 1984. En 1989, l'école normale de Carlsbourg ferma ses portes au profit de celle de Bastogne.

L'enseignement général avant le rénové était axé sur les Humanités modernes, formant une école autonome à 6 ans.



*Le laboratoire de chimie en 1928*



*La piscine, dont la construction a démarré en 1949*

Dans l'enseignement technique axé d'abord sur l'agriculture et l'horticulture, s'ouvrit en 1943 une année de spécialisation tropicale pour les élèves ayant terminé le cycle secondaire supérieur agricole ou horticole afin de les préparer à faire carrière à l'étranger. Elle fut fermée en 1964. Carlsbourg ne comptait, dans son enseignement agricole, que le cycle du secondaire supérieur (A2) jusqu'en 1956, année où une section secondaire inférieure (A3) fut ouverte et compta jusqu'à 90 élèves. En 1968, une 4<sup>ème</sup> de perfectionnement compléta ce cycle inférieur pour les élèves qui ne souhaitaient pas faire le cycle supérieur. 1959 vit la création, une première en Belgique, d'une spécialisation en sylviculture pour former des gardes forestiers.

### **Carlsbourg aujourd'hui**

En septembre 1983, les écoles carlsbourgeoises (l'école technique libre d'Agriculture, l'école normale primaire subventionnée et l'établissement Saint-Joseph) se restructurèrent : un DOA et 2 écoles 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> degrés, l'une générale et l'autre technique et professionnelle.

## L'Institut Saint-Joseph à Carlsbourg

En 1989, l'école normale émigra vers Bastogne. Peu à peu, pour de multiples raisons, la population entame une lente érosion : baisse de fréquentation de l'internat comme partout ailleurs (il accueille en 2009 une soixantaine d'internes alors qu'il en comptait jusqu'à 710), diminution importante du nombre d'agriculteurs et donc moins d'attrait pour les formations de l'école agricole, densité de population faible et donc une population d'externes limitée.



*Travail dans les serres*

Les nouvelles normes Onckelinx, en 1996, amenèrent à la fusion des 3 établissements en un seul institut. Pour pallier la fermeture des options agricoles, les sections techniques sciences et techniques artistiques furent programmées. De grands travaux seront entrepris pour rationaliser l'immense parc immobilier : installation d'un chauffage à plaquettes, vente de la ferme et de l'atelier, cogestion de la piscine avec les communes de Paliseul et de Bièvre, ...

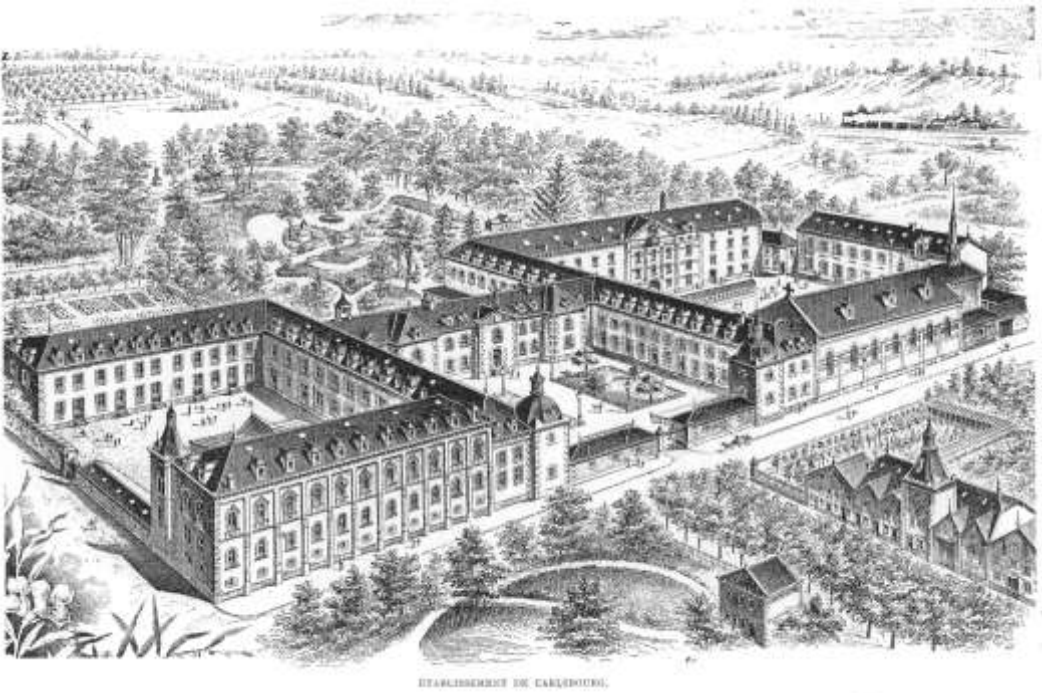
Carlsbourg est en pleine mutation vers de nouveaux horizons !

*Philippe MOTTEQUIN*

### **Sources :**

- *Etablissement Saint-Joseph – Carlsbourg (1844-1994) Souvenirs du 150<sup>ème</sup> anniversaire*, s.l., n.d.
- *Institut Saint-Joseph Carlsbourg, Un siècle d'enseignement agricole (1886-1986)*, s.l., n.d..
- HUTIN F. (Frère Macédone), *Carlsbourg autrefois « Saussure »*, Liège-Alost, 1894, pp. 391-412.

## L'Institut Saint-Joseph à Carlsbourg



*Une belle gravure antérieure à 1902*

*Carlsbourg aujourd'hui*





# L'Institut Cardijn-Lorraine à Arlon

## 1. Les débuts de l'Institut

L'histoire des Aumôniers du travail dans le Luxembourg débute avec la création en 1900 à Virton de l'Ecole des Arts et Métiers Pierrard (\*). Cette congrégation ouvrira un deuxième établissement dans la province à Arlon, officiellement en 1950, après une année de probation.

Au début du mois de septembre 1949, le supérieur général de la Congrégation envoie dans le chef-lieu de la province l'Abbé Bonné avec la mission d'ouvrir un institut. Très rapidement, avec l'aide du clergé local et des autorités politiques, l'école accueille 45 élèves dans des locaux de la propriété des Jésuites à la rue de Luxembourg : les cours pratiques se donnaient dans une cave, les cours généraux sur la scène de la salle des fêtes ! En 1949, la dénomination officielle de l'établissement est « Ecole Professionnelle Moyenne et Technique d'Arlon ».



↑ C'est ainsi que tout commença... en 1950

Le premier bâtiment en dur,  
construit en 1951 à côté des baraquements ↓



(\*) Voir *Histoire des écoles secondaires libres du diocèse de Namur-Luxembourg*, Namur, t. 1, 2008, pp. 75- 82.

## L'Institut Cardijn-Lorraine à Arlon

En 1950, les Aumôniers font l'acquisition, pour la somme de 2 millions de francs, d'une propriété à la rue de Neufchâteau, le site actuel, comprenant maison d'habitation, garage, écurie, remise, dépendances, jardin, verger et pré pour une superficie d'un hectare 36 ares 40 centiares. Pour y accueillir en septembre 1950 les 105 élèves des deux premières années des sections électromécanique et menuiserie-ébénisterie, cinq baraquements en bois occupés par des sinistrés de la guerre seront acquis pour 48 000 francs et reconstruits sur une dalle en béton coulée au fond de la propriété : les cours s'y donneront jusqu'en 1953 ; ils serviront ensuite de réserves. L'Institut Technique d'Arlon, le nouveau nom de l'école, va progressivement être doté de bâtiments en dur à partir de 1951.

Le 1<sup>er</sup> juillet 1953, on remet les premiers diplômes A4 après les 4 années d'études. Peu à peu, l'offre va s'étoffer avec, en 1955, la création d'une section d'Humanités techniques électromécanique (A2) et, en 1957, d'une section garage. Cette même année, un achat de terrain de la propriété du notaire Enschedé permet d'augmenter la propriété d'un hectare et d'une bâtisse en briques qui fut transformée en forge.

En 1958, l'école compte 52 élèves en section électromécanique et 221 élèves au total.

En 1961, une section commerciale est ouverte, prolongée trois ans plus tard par le degré supérieur ; toujours en 1961, l'école prend le nom d'ITCA, l'Institut Technique et Commercial d'Arlon. Dans la foulée, en 1968, un diplômé en secrétariat de direction complétera l'offre de l'école : on y reviendra plus loin.



L'ITCA fut la première école libre luxembourgeoise à proposer le rénové, et cela dès la rentrée 1970-1971, comme elle sera dans le premier train en 1993-1994 de la réforme du 1<sup>er</sup> degré. En septembre 1970, l'école s'ouvrit aussi à la mixité.

En 1979, la Congrégation des Aumôniers reprend l'école fondamentale Saint-Bernard d'Arlon, couvrant ainsi toute la scolarité du maternel au supérieur ! En 1984, le Comité Scolaire Saint-Martin est créé, regroupant l'école Saint-Bernard, l'INDA fondamental et l'école de Sterpenich.

En 1992, les trois écoles arlonaises, ITCA, INDA et ISMA décident en commun de développer sur Arlon une antenne du Centre d'Education et de Formation en Alternance (Cefa) de Virton. A la rentrée scolaire 2009, elle sera délocalisée sur l'implantation de Differt dans un tout nouveau bâtiment.

# L'Institut Cardijn-Lorraine à Arlon

## 2. L'Institut Cardijn-Lorraine, Arlon

Les nouvelles normes imposées dès 1995 par la Ministre Onckelinx vont modifier profondément le paysage scolaire. Voulant assurer la pérennité de son projet scolaire, le P.O. de l'Institut Marie-Médiatrice et de l'Institut Sainte-Anne d'Athus entame avec celui des Aumôniers du travail des négociations pour étudier une éventuelle fusion. N'ayant pas conclu d'accord de fusion avec l'ISMA, le P.O. de l'Institut de Nazareth à Differt se joint quelques jours avant la Noël 1995 aux tractations en cours.

Le 5 mars 1996 (\*), elles aboutissent à la fusion des trois P.O. en un seul et à la restructuration des quatre écoles en deux établissements scolaires à la rentrée 1996 :

- l'Institut Cardijn-Lorraine enseignement technique et professionnel, comptant en 2009 1 200 élèves répartis sur les implantations d'Arlon, de Differt, d'Athus et d'Aubange,
- l'Institut Cardijn-Lorraine enseignement général avec, en 2009, environ 540 élèves sur les sites d'Athus et Differt.

A la rentrée 1998, l'implantation d'Aubange fut fermée et la section hôtellerie délocalisée vers Arlon où elle fut installée avec son restaurant d'application « Les saveurs de Lorraine » dans la maison de maître qui fut la première habitation des Aumôniers à la rue de Neufchâteau.



↑ *Les derniers bâtiments de 2007*

*Le 69, rue de Neufchâteau, une maison de maître impressionnante, corps de garde, conciergerie, habitation, bureaux, quartier général et, aujourd'hui, restaurant... ⇒*



(\*) Voir aussi l'histoire de l'Institut Cardijn-Lorraine d'Athus dans *Histoire des écoles secondaires libres du diocèse de Namur-Luxembourg*, Namur, t. II, 2009, pp. 9-17.

## L'Institut Cardijn-Lorraine à Arlon

Pour accueillir une population scolaire de plus en plus importante, le site va se couvrir de bâtiments de plus en plus nombreux : notons, par exemple, la nouvelle menuiserie inaugurée le 12 novembre 1999, comprenant ateliers, salle polyvalente et de nombreuses classes, ainsi que le dernier datant de 2007 avec salle de sports et classes pour le fondamental et pour le secondaire.

### 3. L'enseignement supérieur

L'histoire de l'enseignement supérieur arlonais est aussi liée à celle de l'ITCA.

Après avoir créé des Humanités commerciales complètes, l'Abbé Bijnen décide d'ouvrir en 1968 un Institut supérieur de commerce avec un graduat en secrétariat de direction pour lequel un nouveau bâtiment sera construit en 1970. Après la fusion avec l'enseignement supérieur de Seraing, le nouvel établissement prend le nom d'Institut Supérieur des Aumôniers du Travail Arlon-Seraing (ISAT) et étoffe peu à peu sa palette de formations avec une année de secrétariat européen et international, un graduat en comptabilité, un autre en électromécanique.

1996 vit la naissance de la Haute Ecole Blaise Pascal avec la fusion des différents établissements d'enseignement supérieur luxembourgeois.

*Philippe MOTTEQUIN*

#### Sources :

- *La plume et la souris, l'histoire des Aumôniers du Travail à Arlon*, Athus, n.d.
- *Les Aumôniers du travail, 25 ans, 1950-1975*, s.l., n.d.

*Couverture d'une brochure  
publicitaire pour l'école dans  
les années soixante*



## L'Institut Cardijn-Lorraine à Arlon



*Avril 1996 à Differt : naissance des deux Instituts Cardijn-Lorraine, Athus et Arlon*



*Vue aérienne du site d'Arlon*

# L'Institut Notre-Dame à Saint-Hubert

CAP 200 : 1809 - 2009



*Quand le public évoque l'enseignement libre à Saint-Hubert, il parle d'Institut Notre-Dame (création en 1809) et d'Institut Saint-Joseph (création en 1880) ou, plus familièrement encore, d'école des Sœurs et d'école des Frères. Il ne s'encombre guère des subtils distinguos de matricules, de filières, du train de fusions successives et autres considérations administratives...*

Victor Hugo, né en 1802, évoquait l'événement par une formule quelque peu dithyrambique : « Ce siècle avait deux ans... » Fiers de l'histoire de notre école, on nous pardonnera, vu sa belle longévité, de paraphraser le génie de la poésie romantique en évoquant la fondation de l'Institut Notre-Dame. Inaugurée le 17 août 1809, au 39 rue Saint-Gilles (ce siècle avait donc neuf ans), l'école abritait deux classes primaires « bien propres... toutes blanchies... capables d'accueillir chacune 50 enfants... tout nouveau tout beau ; enfin la divine Providence conduira tout... » a noté Julie Billiard, la fondatrice de la Congrégation des Sœurs de Notre-Dame.

En pleine époque napoléonienne, l'autorité communale de Saint-Hubert, sous-préfecture du département de Sambre-et-Meuse, affirme son souci de promouvoir l'éducation des jeunes filles et fait appel à cette religieuse française née à Cuvilly en Picardie. Accueillie à Namur par l'évêque Monseigneur Pisani de la Gaude, Julie Billiard y occupe un premier bâtiment, l'actuel siège du Bureau de l'Enseignement au numéro 5 de la rue de l'Evêché. Trois religieuses, « les dames françaises » dira la population, sont envoyées à Saint-Hubert.

La voie est tracée, elle serpentera avec bonheur à travers toutes les inno(réno)vements de la pédagogie pour s'épanouir grâce à la dynamique communicative des religieuses et des laïcs qui se sont investis sans réserve au profit des jeunes, dans l'heureuse diversité de leurs intelligences. « Approfondissez la sublimité de votre vocation. Vous êtes des apôtres » disait Françoise Blin de Bourdon, cofondatrice de la Congrégation, réaffirmant sans cesse le respect profond, l'affection sincère envers les jeunes, jointe au souci d'œuvrer à leur épanouissement avec leurs talents propres.

## L'Institut Notre-Dame à Saint-Hubert

CAP 200 : 1809 - 2009



Julie Billiart (1751-1816) et son indéfectible amie Françoise Blin de Bourdon se donnent à Dieu le 2 février 1804 à Amiens ; désormais, les Sœurs de Notre-Dame vont se consacrer à l'éducation... En 12 ans, quinze écoles seront créées en France et en Belgique : Namur, Saint-Hubert, Fleurus, Jumet, Andenne, Gembloux, ...

### Les débuts

En 1815, on ouvre un pensionnat. Huit ans plus tard, l'expansion commence avec l'achat d'un terrain et d'une écurie voisine aussitôt transformée en classe : à Saint-Hubert, on sait miser sur le bon cheval ! A l'époque, le régime hollandais de Guillaume I ne facilite guère – entendons entrave – la vie des écoles catholiques, d'autant plus que les sœurs enseignantes de l'Institut sont de nationalité française.



Le brevet de capacité imposé par l'autorité hollandaise à Caroline Cardon (Sœur Saint-Jean), première supérieure de la Communauté de Saint-Hubert

## L'Institut Notre-Dame à Saint-Hubert

CAP 200 : 1809 - 2009

L'indépendance de la Belgique acquise, l'école ne cessera de s'agrandir aux niveaux immobilier et de sa population scolaire par des achats ou travaux (en 1836, 1838, 1843, 1844, 1845, 1862, ...) pour se diriger vers une nouvelle phase de tension créée par la Loi de Malheur en 1879. A l'époque, on compte 238 élèves.

Une nouvelle étape est franchie avec l'inauguration d'une école gardienne et d'une école ménagère ouverte les dimanche et jeudi.

### Saint-Hubert, gage de longévité

En 1904, un nouvel achat immobilier traduit une vitalité jamais démentie. Souvent, la Supérieure de Namur envoie l'une ou l'autre Religieuse à la santé délicate au cœur de l'Ardenne pour bénéficier du sain environnement forestier. Parmi tant d'autres, Sœur Nathalie confirmera le sens prospectif de la Provinciale et tiendra une classe maternelle de 1911 à 1955 pour profiter de dix ans de retraite encore. Il faut toujours parier sur la longévité ! En 1906, Saint-Hubert vibre à l'unisson pour célébrer la béatification de Julie Billiard le 13 mai à Rome sous le pontificat de Pie X.

### Au fil des heurts de l'histoire

En août 1914, l'Institut subit les tristes retombées du premier conflit mondial. Il abrite les blessés des deux camps et, en 1917, il accueille des réfugiés français. L'occupant réquisitionne les locaux en 1918 tandis que toute la population connaît les affres de la grippe espagnole avant que la vie ne reprenne ses droits avec l'Armistice, le 11 novembre. Une école ménagère agricole est ouverte avec cuisine, four, fromagerie, salle à manger, ... en 1932 et l'école fondamentale est regroupée les années suivantes sur son emplacement actuel.

La seconde guerre arrive déjà avec son cortège habituel de désolations, de destructions...



*Le 25 novembre 1944 à 13 heures, la chute d'une bombe volante détruit l'école, façade Nord (rue Saint-Gilles) et façade sud à l'arrière*



## L'Institut Notre-Dame à Saint-Hubert

CAP 200 : 1809 - 2009

On reconstruira, la paix revenue, pour inaugurer les nouvelles installations, le 22 septembre 1947, complétant l'actuel oratoire érigé en 1946, un lieu à haute valeur symbolique dans la mesure où il a été édifié à l'endroit même où Julie Billiard et Léopold Zoude ont scellé l'accord de fondation de l'Institut Notre-Dame (1809).

### 1953-1978 : un quart de siècle sous le signe des changements

La décennie 1953-1963 sera riche en événements avec un nouvel élan constructeur où la maison des Sœurs du 39 rue Saint-Gilles et des laboratoires de sciences, une salle de gymnastique, des classes et un dortoir encadrent le bâtiment de 1947, face à l'église Saint-Gilles.



*Des infrastructures en évolution constante, du bâtiment du pensionnat (vue de 1923 avec la maison des Sœurs à droite) à la façade actuelle avec la partie centrale de 1947*



## L'Institut Notre-Dame à Saint-Hubert

CAP 200 : 1809 - 2009



⇨ *L'Oratoire de 1946 a remplacé  
la maison des Soeurs*



*Vue arrière (façade sud) ↑  
des bâtiments actuels*



⇨ *Un bâtiment de l'école  
fondamentale  
avec la salle de théâtre*

*L'entrée du 39 rue Saint-  
Gilles donne sur la Placette  
Julie Billiard,  
reconnaissance officielle du  
rôle local et régional de  
l'Institut Notre-Dame ⇨*



## L'Institut Notre-Dame à Saint-Hubert

CAP 200 : 1809 - 2009

Autre événement, l'accueil du Régendat de la filière Ménagère agricole de Bastogne (1951) pour une offre d'enseignement qui compte trois années inférieures (Moyennes ménagères agricoles), trois années du cycle supérieur, deux années de régendat et une section hôtelière. Une section professionnelle (1963) viendra compléter l'offre d'enseignement à l'initiative d'une directrice qui marquera la vie de l'institut par sa créativité au niveau pédagogique, son sens de l'organisation et son esprit bâtisseur, Sœur Xavier-Marie (Hélène Corbiau). Deux années plus tard, une section Moderne (cycle inférieur des Humanités modernes) voit le jour et une section Scientifique B en mixité la complétera sur le site de l'Institut Saint-Joseph chez les Frères maristes.

L'ancien verger des débuts devient la grande cour de récréation : une autre manière de porter du fruit en cette année 1969, un moment-phare pour revisiter les valeurs pédagogiques de Julie Billiard, canonisée le 22 juin par le pape Paul VI.

Exit le type II avec l'entrée de l'Institut dans l'enseignement rénové dès l'année 1977 ainsi que la création des Humanités musicales, tandis que l'extension de la population scolaire permet la création d'un Centre PMS libre dans la ville.

### Le passage du témoin aux directeurs laïcs et des restructurations

L'année 1979 : une période de contacts intenses entre les Instituts Notre-Dame et Saint-Joseph s'amorce pour un processus de fusion soutenu par le sens prospectif du Frère Franciscus, une grande figure du monde mariste.

En 1981, le passage du témoin des religieuses à une première génération de directeurs laïcs a été facilité par un atout majeur : leur imprégnation des valeurs fondatrices au contact des Sœurs depuis 1809. L'année 1985 constitue un tournant dans la vie scolaire de la cité borquaine avec une première phase de fusions : l'unification de l'enseignement général des Instituts Saint-Joseph et Notre-Dame que côtoient les sections techniques et professionnelles non industrielles sous la direction d'Albert Fraipont. A la rue Saint-Gilles, on retrouve aussi un Premier degré autonome dirigé par Louis Wautot.



*Un hall d'accueil,  
des laboratoires voués  
aux sciences et à  
l'informatique,  
un ensemble inauguré  
en 1987*

## L'Institut Notre-Dame à Saint-Hubert

CAP 200 : 1809 - 2009

Le processus de rapprochement, de rationalisation entre l'Institut Notre-Dame et l'Institut Saint-Joseph est en route. Il demandera sens du renoncement, altruisme, surcroît de confiance pour produire un rapide et heureux développement dont tous les acteurs se féliciteront. Les années ultérieures puiseront dans ce renforcement des structures une vitalité peu commune, caractérisée par l'élargissement de l'éventail d'options et partant de la population scolaire : Agent de collectivités (1985), Gestion et informatique, Techniques commerciales devenues sciences économiques appliquées (1986), Education (1988), Travaux de Bureau (1989), Puériculture (1991), des 7<sup>èmes</sup> professionnelles, Espagnol, Allemand comme quatrièmes langues, etc.

En 1992, le processus des fusions se termine ou presque. Il y a désormais deux établissements : un 1<sup>er</sup> degré Institut Notre-Dame (346 élèves) et un 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> degrés Institut Saint-Joseph (631 étudiants) ; ce dernier bénéficiera ensuite du sens technique et de la collaboration sans faille du sous-directeur, Guy Volvert. Au-delà de l'action éducative, l'enseignement libre joue ainsi un rôle socio-économique majeur dans la vie de la ville et de sa région. Désormais, les deux instituts de Saint-Hubert ont une histoire commune... dont on peut dégager les lignes de force à la veille du bicentenaire de l'Institut Notre-Dame <sup>1</sup>.

### Quelques lignes de force de ces trente dernières années

De l'action pédagogique sur le site Institut Notre-Dame au 39 rue Saint-Gilles au sein de l'enseignement libre à Saint-Hubert :

#### ↳ **Un élan constructeur**

Pour répondre aux nécessités d'une action pédagogique en phase avec son temps, le Pouvoir organisateur a développé les infrastructures du site de la rue Saint-Gilles, soit de nouveaux locaux scolaires dont un vaste ensemble consacré aux sciences et à l'informatique, inauguré en 1987. Ces dernières années, en matière d'économie d'énergie, plusieurs plans se sont succédé et le placement d'une chaudière à pellets (2008) est un fleuron de cet objectif en attente d'une nouvelle phase en 2009.

#### ↳ **Le Multilinguisme... et l'ouverture à l'Europe**

Eduquer à la citoyenneté européenne a mobilisé les forces vives de l'Institut avec une succession de jumelages, de rencontres avec des écoles de la Communauté européenne, l'édition d'un journal de liaison entre établissements du continent et même au-delà. Ces initiatives – le jumelage avec le Sint-Jozefinstituut de Hamme remonte à une trentaine d'années – ont favorisé la pratique des langues et facilité la compréhension interculturelle. Une opération Cap 2000 a permis de rassembler à Saint-Hubert huit écoles d'Europe et



<sup>1</sup> L'Institut Notre-Dame, c'est un enseignement fondamental dès sa création. Par le développement continu de ses infrastructures, il a tracé la voie aux autres filières de l'enseignement, s'est nourri du dynamisme professoral de génération en génération et a uni son sort pour le meilleur à la section primaire de l'Institut Saint-Joseph sous un nom on ne peut plus fédérateur, Ecole fondamentale libre Saint-Hubert, en parfaite symbiose avec le nom de la ville (1996).

## L'Institut Notre-Dame à Saint-Hubert

CAP 200 : 1809 - 2009

reste gravée dans les mémoires à côté de jumelages limités à un seul partenaire (Angleterre, Italie, France, ...) ou de séjours linguistiques en familles d'accueil. A côté des langues germaniques, l'espagnol connaît d'ailleurs un réel succès au cœur de l'Ardenne.

### ↳ *Le chemin de l'Espoir ou de l'action humanitaire*



Chaque année, les élèves de Puériculture effectuent un stage en Roumanie dans des maisons d'accueil d'enfants. Il s'agit d'un moment-clé depuis 1993 dans la vie des jeunes confrontés à des situations humaines difficiles et de l'école qui développe parallèlement des actions de soutien matériel à ces institutions.

Une marche parrainée « Le Chemin de l'Espoir » s'organise annuellement pour soutenir cette initiative et répond à un souci de revisiter sans cesse les valeurs chrétiennes avec les thèmes discutés par les étudiants lors de ce périple pédestre de réflexion.



Dans le vécu pastoral de l'Institut, les jeunes révèlent tout leur potentiel de générosité dans des actions caritatives, telle l'opération Père Damien, en même temps que leur besoin de temps d'intériorité rencontrés par des moments forts comme les retraites, Noël, ...

## L'Institut Notre-Dame à Saint-Hubert

CAP 200 : 1809 - 2009

### ↳ L'éducation par le sport



*Un Hall sportif pour le toujours actuel "Mens sana in corpore sano"*

Au niveau immobilier, la construction d'un Hall sportif commun aux deux écoles s'inscrit dans la volonté d'éduquer par le sport avec une infrastructure agréée pour une série de disciplines (tennis, volley, basket, foot en salle, badminton, ...) en supplément d'une salle d'escalade aménagée en 1991 par les professeurs eux-mêmes à l'origine du Club « As de Pic ». Chaque mercredi, des équipes participent aux différents tournois de la Fédération Royale des Sports de l'Enseignement libre (FRSEL), occasion pour les jeunes et de nombreux enseignants bénévoles de vivre l'école autrement ; il en va de même lors des séjours ski en Savoie.

### ↳ L'apprentissage de la citoyenneté

Avec la création du studio radio "Fréquence libre", le fonctionnement du Conseil de participation, l'organisation des agoras de l'enseignement, les jeunes se sont vu offrir au fil des réalisations la possibilité de s'exprimer, de dire leurs priorités, de suggérer des mutations. Cette liberté d'expression sur les thèmes les plus divers (sécurité, restauration, équipements, règlements, respect de



l'environnement, ...) éduque aux valeurs citoyennes avec le concours de l'institutionnel (Conseil d'entreprise, CPPT). Ces débats favorisent l'apprentissage de la responsabilité, la prise en compte des idées d'autrui, l'analyse des problèmes, la prise de conscience de la complexité de la gestion financière d'un établissement scolaire, la solidarité. Des visites d'entreprises, la multiplicité des stages et collaborations avec le monde socio-économique, la promotion de l'éco-tri ainsi que la création de mini-entreprises répondent à une autre préoccupation constante : initier aux réalités de la vie active pour compléter harmonieusement la formation scolaire.

## L'Institut Notre-Dame à Saint-Hubert

CAP 200 : 1809 - 2009

### ↳ Une vie culturelle intense

S'ouvrir au monde constitue un axe essentiel de l'action éducative et génère une foule d'initiatives où le dynamisme professoral joue un rôle majeur : conférences, activité théâtrale débordante dans une salle aménagée, festival de l'enfance, participation à une foule de concours pédagogiques, excursions à thèmes et voyages scolaires où il s'agit de voyager loin, non au sens géographique, mais au sens culturel du terme.



*La scène, une école de vie... dans l'école !*

### En route vers le futur



*Deux siècles d'existence illuminés par la maxime de sainte Julie reprise sur le vitrail de l'Oratoire de 1946 : « Ah ! qu'il est bon le bon Dieu »*

Afin de solenniser ce bicentenaire, les activités se sont enchaînées au fil des mois pour connaître un couronnement le 18 octobre 2009 avec une Eucharistie d'action de grâce, l'édition d'un livre mémorial (\*), une exposition, un spectacle rétrospectif, un périple Julie Billiard avant de sacrifier... à la gastronomie. A ce stade, l'aventure osée par sainte Julie devient moment d'histoire exceptionnel et nous conduit à exprimer notre profonde gratitude à toutes les Religieuses, les enseignants qui ont consacré leur vie à des générations de jeunes, de parents à la fidélité sans faille envers l'Institut. Ces moments d'émotion au souvenir de tout ce qui fut sont promesses pour le futur avec les exigences de l'imprévisible d'une société soumise au rythme trépidant des changements. L'œuvre initiée il y a deux siècles continue avec le passage du témoin à une nouvelle équipe de direction composée de Fernand Berten, Jean-Luc Leyder aux 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> degrés, Patrick François au 1<sup>er</sup> degré en remplacement de Benoît Hénin, Béatrice Sac dans le fondamental.

*Albert FRAIPONT, Président du P.O.*

*(\*) 1809-2009, Faire mémoire pour l' « A-Venir ». Bicentenaire de l'Institut Notre-Dame Saint-Hubert, s.l., n.d.*

# L'Institut Saint-Joseph à Saint-Hubert

## Un long cheminement pédagogique...

Si l'Abbaye bénédictine de Saint-Hubert s'est préoccupée d'éducation comme l'attestent diverses sources historiques (Chronique de Lambert le Jeune, Règlement pour les écoles de la ville édicté par l'Abbé Nicolas de Fanson en 1627,...), les initiatives paroissiales ont été déterminantes pour implanter des écoles libres à Saint-Hubert avec la stimulation involontaire de la Loi Van Humbeek (1879). En réaction à cette « Loi de Malheur », les catholiques créeront une école primaire pour les garçons au 25 de la rue Saint-Gilles, transférée au 43 de la rue Redouté en 1880 sous l'égide de l'abbé Paquet. Elle se développera rapidement avec appel aux Frères maristes en 1909 pour y dispenser l'enseignement fondamental.

Le fondateur de la Congrégation, un Français, Marcellin Champagnat (1789-1840), fut canonisé le 18 avril 1999. (\*) Au départ, il vise à donner une éducation chrétienne à la jeunesse rurale : ainsi, en 1840, la Congrégation comptait 284 frères avec 9 000 élèves répartis dans 47 écoles. Berger au départ avant d'accéder à la prêtrise, M. Champagnat se distinguera par sa piété filiale envers la Vierge et rien ne l'arrêtera dans sa détermination, qu'il s'agisse de la hargne révolutionnaire ou de l'incompréhension de certains milieux ecclésiastiques. Ses principes éducatifs peuvent se ramener à trois axes. « Etre avec » : éduquer, élever vers le haut les jeunes quelles que soient les différences intellectuelles, physiques, culturelles ou philosophiques. « Aimer les jeunes » : se consacrer aux enfants dans la patience, la compréhension, le respect sans jamais céder à la séduction mortifère du doute quant à leur devenir pour favoriser leur épanouissement. « Conduire les enfants à Jésus par Marie » : la Vierge est considérée comme un modèle de vie ; les Frères ne cesseront de promouvoir la dévotion mariale dans la fidélité à leur devise « Simplicité, humilité, modestie ».

La communauté initiale de quatre Frères maristes à Saint-Hubert sera dirigée par un nom marquant de nos annales pédagogiques, le Frère Epimaque, d'origine française, considéré comme le fondateur de l'Institut Saint-Joseph. Avec ses confrères Valentin-Emile, Camille de Lellis, il enseigne tandis que Frère Aloys, d'origine bavaroise, se consacre au temporel, selon le langage de ce temps, ou à la cuisine. A la rentrée du 28 septembre 1909, ils accueilleront 97 élèves (130 en hiver !) répartis en trois classes, la norme où l'expression « se serrer les coudes » trouvait tout son sens... Il est vrai que les « Conférences pédagogiques » entretenaient la flamme du métier avec des déplacements pédestres ou en tram pour nos instituteurs.

(\*) Voir aussi  
*Histoire des écoles  
secondaires libres  
du diocèse de  
Namur-Luxembourg*,  
t.II, Namur, 2009,  
p.74.



## L'Institut Saint-Joseph à Saint-Hubert



### **Octobre 1910, les premiers pas du secondaire...**

Avec l'appui du doyen Nickers, en prolongement du Primaire, une Section moyenne est inaugurée avec 12 élèves pour passer rapidement à une centaine. L'éclatement du premier conflit mondial confrontera les Frères à une foule d'évènements : occupation par les troupes allemandes, italiennes ou françaises au gré du balancier de l'histoire, accueil de réfugiés, arrestation du Frère Ignatius comme instigateur d'un mouvement de départ des jeunes vers le front, épidémie de gripes de 1918 avec « 60 décès dans la ville en quinze jours » note l'auteur des Annales.

### **L'entre-deux guerres**

Lors d'un Congrès de l'action catholique organisé dans les locaux scolaires en 1926, une tradition d'accueil bien mariste, les participants déplorent l'affaiblissement pratique et théorique de l'autorité. Cette même année, les Frères mettront leur créativité au service de toutes les formes d'intelligence, une belle façon d'anticiper et de vivre une thématique toujours actuelle : la mixité sociale. Ils vont en effet créer une section d'enseignement professionnel « Fer » et il y sera ajouté une section préparatoire (1928). Au terme de trois années d'études, un diplôme de tourneur-dessinateur-ajusteur est délivré.

Une division « Bois » (1927) complétera l'offre technique pour décerner le titre de dessinateur-menuisier ; son atelier occupait l'actuel restaurant de l'école. On enchaînera avec une quatrième « Electricité » pour le titre de dessinateur-électricien ; une section apprentissage est réservée aux élèves motivés par les seuls exercices pratiques. Un diplôme de « Grand Prix » est attribué à l'Institut lors du Concours des écoles professionnelles en 1937 : reconnaissance de la qualité de l'enseignement dispensé.

A la rentrée de 1938, au terme de la troisième année technique (Fer ou Bois), un cours complémentaire d'automobile étalé sur deux trimestres est dispensé : la première promotion compte deux élèves !

## L'Institut Saint-Joseph à Saint-Hubert

L'insertion de l'Institut dans la vie locale et régionale ne s'est jamais démentie et elle se traduira par une multitude de réalisations, notamment la création du Rallye Freyr par le Frère Adolphe, une société de trompes de chasse, ou la participation avec un char « Ardenne » lors du XIIe centenaire de la mort de saint Hubert (1927), l'accueil d'Associations, de congrès eucharistiques et mouvements d'obédience chrétienne.

Le développement de l'école implique des constructions et transformations dans le périmètre de l'école primaire actuelle à l'initiative du doyen Jean Schméler (25 ans de décanat, de 1924 à 1949) qui a réellement donné une impulsion majeure à l'enseignement libre avec l'appui de la générosité populaire ; le doyen Maxime Dessoy y apportera la même détermination.

### De la seconde guerre aux sixties

Dès le 10 mai 1940, cinq Frères seront mobilisés. Les bâtiments seront touchés en particulier et, à l'issue du conflit, on est frappé par la ferveur patriotique insufflée aux élèves avec des visites aux champs de bataille (Maissin, Rossignol), les distributions des prix avec chants patriotiques (Le cri du blessé, Salut au drapeau, ...) ou des pièces de théâtre tel « Le Déserteur ».

Les dommages de guerre permettront de reconstruire, puis d'agrandir.



*Les bâtiments sinistrés...*



## L'Institut Saint-Joseph à Saint-Hubert

Entre 1951 et 1953, la construction de l'école technique (bâtiment de la rue des Neuf-Courtils avec entrée surmontée du cerf crucifère) se déroule sur un espace de 1 300 m<sup>2</sup>. La construction est orchestrée par le doyen Dessoy, financée par l'Asbl paroissiale, pouvoir organisateur, qui met sur pied des fancy-fair de trois jours dans les villages voisins avec le concours de bénévoles.

Le bâtiment principal des Primaires fait l'objet d'un agrandissement au dortoir (1954) ; durant ce chantier, les élèves campent dans la salle de gymnastique et une salle de dessin de l'école technique : le cocooning sera inventé plus tard ! Le pensionnat passe ainsi de 60 à 92 internes pour une population scolaire totale de 264 élèves. Du tarmac est posé sur l'actuelle cour du primaire, le chauffage central est installé dans le bâtiment du même enseignement (1956).

Cette même année 1956, la division « Fer » (avec des cours d'ajustage, machines-outils et forge) devient la section Electromécanique avec 44 h de cours par semaine (Ajustage, Machines-outils, Forge, Soudure autogène, Soudure électrique, Oxy-coupage, Installation de force motrice et d'éclairage, Vérification et dépannage des installations) tandis que la division « Bois » se complète d'une formation artistique : Sculpture – Ebénisterie.

A l'avènement du Pacte scolaire (1958), l'Institut organise l'enseignement primaire, les moyennes ou cycle inférieur des Humanités et deux sections techniques A3 (Mécanique et Menuiserie). En 1960, on assiste aussi à deux événements : la création des A2 « Electricité » et la cession par la Paroisse des bâtiments scolaires aux Frères maristes.

### Un cycle complet d'enseignement général inauguré en 1963

Pour l'accueillir et répondre à l'augmentation de la population scolaire, des internes en particulier, dès 1961, le bâtiment Champagnat, parallèle à la rue des Rogations, est érigé et l'on nivelle le terrain pour une cour de récréation de 120 m de long et 65 de large. La nouvelle construction bénéficie du savoir-faire des techniciens : toute la menuiserie extérieure comme le mobilier, les installations électriques, la régulation du chauffage, ... sont orchestrées par une figure de proue du monde mariste, Frère Franciscus ! Le Frère Henri Nicolas, quant à lui, apporte une touche toute personnelle à l'éventail d'offre d'enseignement en inaugurant le cycle supérieur des Humanités Scientifique B : 11 élèves de 6<sup>ème</sup> seront diplômés lors de la promotion 1966, année au cours de laquelle on doit même refuser des internes ! Une innovation de taille : la mixité est instaurée au niveau du secondaire au cycle supérieur (1969) : époque du tablier bleu obligatoire, des cours de récré séparées,...

### Les années '70 ... et '80 ...

Au cours des années '70, la Communauté mariste se compose d'une dizaine de Frères qui, soucieux d'associer les laïcs au devenir de leur école, créent un conseil pédagogique avec élection d'un représentant des professeurs par section. En 1971, l'Institut Saint-Joseph compte 573 élèves (121 en Primaire, 203 en Modernes et 249 en Technique) dont 238 internes, occasion de rappeler tout l'investissement de la Communauté mariste au service constant des jeunes 24 heures sur 24 !

A l'issue d'une journée pédagogique conjointe entre les professeurs de français de Saint-Hubert et leurs homologues arlonais, sous l'égide de l'inspecteur, Frère M. Bradfer, un projet pédagogique majeur voit le jour : « Langue maternelle – Documents pédagogiques ». Cette publication va s'inscrire dans la durée, un élément

## L'Institut Saint-Joseph à Saint-Hubert

probat de sa qualité, pour constituer un outil majeur d'échanges d'expériences de cours entre enseignants de cette discipline au sein du diocèse. Depuis 1975, très nombreux en effet sont les enseignants qui y publient des articles ou qui bénéficient d'expériences « du terrain », particulièrement aujourd'hui où la revue s'est mise à l'heure d'Internet.

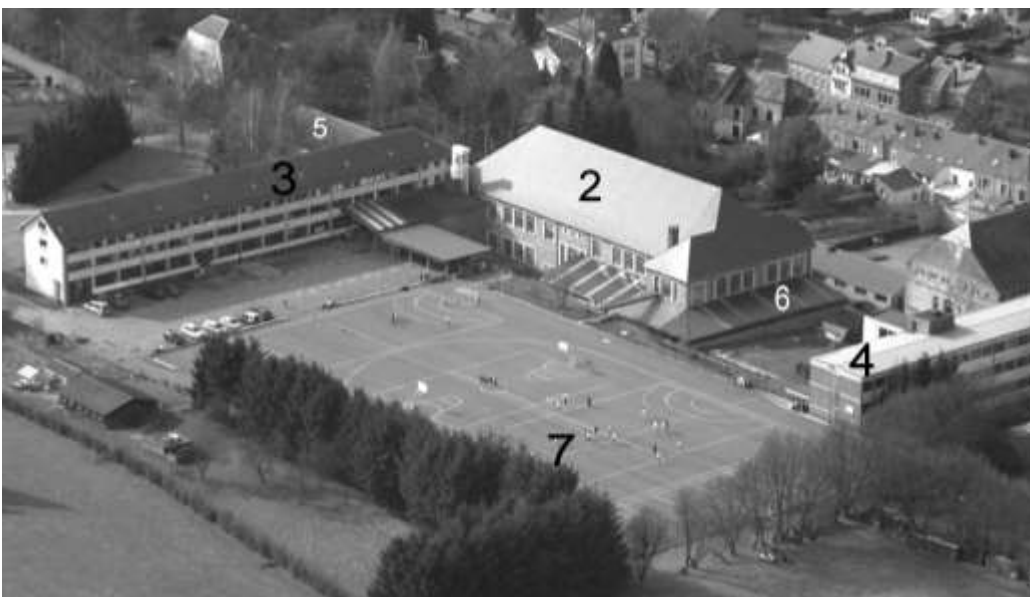
En 1974-1975, la construction d'un nouvel internat à la rue des Neuf-Courtils est lancée et, au 1<sup>er</sup> septembre 1977, l'enseignement traditionnel s'efface devant le Rénové. L'IND et l'ISJ se partageront temporairement les options aux 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> degrés (Latin, Sciences sociales, Economie,...)

Il y aura 255 internes l'année suivante ! Le parc immobilier s'accroît avec la construction des classes du Chalet, l'achat d'un atelier de soudure,...

*Un parc immobilier en mutation constante...*



1. De 1880 à 1953, la vie de l'école se déroule dans le périmètre de l'école primaire
2. 1951-1953 : construction de l'école technique
3. 1961-1963 : construction du bâtiment Champagnat
4. 1974-1975 : édification du Nouvel Internat
5. 1979-1980 : construction du Chalet
6. 1997-1998 : construction du Hall mécanique « Frère Franciscus »
7. 2004-2007 : construction du Hall sportif « A. Fraipont »



## L'Institut Saint-Joseph à Saint-Hubert



*A l'occasion de la célébration du 50<sup>ème</sup> anniversaire de l'enseignement technique, l'équipe éducative pose le 26 mars 1977 devant le nouvel internat*

L'Institut Saint-Joseph va franchir une nouvelle étape avec la programmation d'un enseignement professionnel de type industriel (1978) qui bénéficiera du dynamisme du Frère Joseph De Meyer. L'essor de l'école se traduit par la création de nouveaux laboratoires de sciences à l'usage des élèves de l'enseignement général tandis que le secteur technique organise des 7<sup>èmes</sup> professionnelles : Création-restauration-sculpture, Education sanitaire (1986) à l'initiative du directeur des 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> Degrés Techniques, H. Hérin, qui participe aussi à la création du Centre des Technologies nouvelles Namur-Luxembourg. Pour sa part, Guy Zabus, qui a succédé à un homme d'excellence, Charles Pêcheur, veille sur le DOA Ecole Champagnat.

### **Construire le futur...**

Le début des années '90 est centré sur la nécessité de se conformer aux principes des normes de rationalisation dans un vaste projet qui concerne les Instituts Saint-Joseph et Notre-Dame liés en 1992 dans une histoire désormais totalement commune. A la suite de cette dernière phase du processus de restructuration, un processus fruit de multiples réunions de concertation, l'enseignement libre comporte un seul DOA « Institut Notre-Dame », dirigé par Louis Wautot, qui occupe une partie des locaux de l'implantation Saint-Joseph à côté des classes techniques. En amont, les 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> degrés des enseignements général, technique et professionnel se répartissent entre le site Notre-Dame et le site Saint-Joseph sous la direction d'Albert Fraipont ainsi que de Guy Volvert en qualité de sous-directeur.

Les travaux de rénovation des ateliers (la construction du Hall mécanique Frère Franciscus, la rénovation complète et l'extension des ateliers bois, la (ré)organisation de nouveaux ateliers soudure et mécanique, la création continue de nouvelles classes, d'importants travaux de maintenance) vont mobiliser bien des énergies. Une priorité

## L'Institut Saint-Joseph à Saint-Hubert

sera consacrée à l'équipement technique de toutes les filières d'études, objets de multiples plans d'équipement pour assurer une formation en adéquation avec les exigences du monde économique et la collaboration stimulante des chefs d'atelier, Luc Bossart et José Dutroux.

*Le sport, une école de vie dans un cadre d'exception... pour la pratique du volley, du tennis, du badminton, du basket, du foot en salle... en complément de la salle d'escalade du Vox*



En même temps, un Centre de Formation en Alternance voit le jour et occupe un bâtiment paroissial à la rue Saint-Roch avant de s'établir définitivement à la Rue du Mont.

Une politique de stages tous azimuts en synergie avec des dizaines d'entreprises constitue une autre facette de la formation technique où l'Institut s'entoure des compétences d'un vaste réseau d'acteurs de la vie économique dans ses jurys de qualification, autre façon de rester en prise avec l'évolution des technologies.

La mise en valeur des formations techniques se traduit par de multiples visites d'entreprises, la participation à des salons (Ferrobois, Vitrites des métiers), la participation répétée avec un succès à la mesure de l'engagement professoral à des concours (Electrabel, Unem, SKF,...) ou la programmation de « Menuiserie », d'une Septième « Constructions mécaniques et métalliques », ...



*Lors d'un rassemblement d'écoles européennes, en 2000, B. Caprasse, gouverneur de la Province de Luxembourg, pilote un prototype mu par l'énergie solaire*

## L'Institut Saint-Joseph à Saint-Hubert

L'enseignement primaire libre de Saint-Hubert suivra le même parcours de rapprochement entre l'IND et l'ISJ (1997-1998) tout en s'organisant sur les deux implantations sous l'actuelle direction de Béatrice Mouzon et prendra le nom d' « Ecole fondamentale libre saint Hubert ».

Le premier degré n'est pas en reste et participe à la dynamique globale en symbiose avec les valeurs de l'idéal pédagogique commun à sainte Julie Billiart, fondatrice de l'Institut Notre-Dame, et à Marcellin Champagnat pour les Frères Maristes de l'Institut Saint-Joseph. Ainsi, la création d'une 2P Foba a, une fois de plus, permis de renforcer l'idéal mariste de formation des jeunes selon la spécificité de leurs talents. En prolongement de la formation théorique et pratique, on y a misé notamment sur la formation citoyenne en insistant par exemple sur le respect environnemental : « Trier, c'est futé » en synergie avec l'intercommunale Idelux.

Le premier degré est aussi à la base d'une promotion peu commune des sports avec une Journée Sports, une participation aux championnats de la FRSEL étendue à toutes les classes du secondaire : l'Institut, il est vrai, s'est doté d'un hall sportif aux dimensions conformes à la pratique des disciplines en salle. Chaque année, le Vendredi Saint, le DOA développe, parmi tant d'autres, une initiative : une marche de méditation sur la Croix, marche parrainée durant le Carême en faveur d'une institution d'accueil d'enfants en Roumanie.

En résumé, événements marquants dans le devenir de l'enseignement libre, les fusions successives se sont terminées dans l'effusion... et elles ont vraiment boosté l'essor de nos écoles avec une foule de projets et un imposant corps professoral !

L'année 2005-2006 n'a vraiment pas été non plus une année comme les autres : les Frères ont quitté Saint-Hubert après 97 années de présence. Frère Pierre et Frère Willy ont quitté le 43 rue Redouté. La maison des Frères, quant à elle, est entrée dans une nouvelle phase de vie avec l'accueil du Baby Service au rez-de-chaussée en attendant d'autres affectations sur deux étages : 138 Maristes sont passés par la ville du cerf crucifère. Dévotion mariale, pédagogie intensément vécue, sens de l'accueil à toutes les couches de la population, mise à disposition de locaux, services tous azimuts ont marqué ce quasi-siècle de présence mariste en terre borquaine.

Comme le futur se construit aussi grâce au passé, il nous appartient de poursuivre l'œuvre initiée par nos devanciers avec conviction, fidélité aux principes fondateurs de saint Marcellin Champagnat :

« A notre appel, ils sont venus dans nos forêts,  
Ouvriers diligents et vaillants catéchistes,  
Ils se sont établis sur nos rudes sommets,  
Le groupe inoublié de nos premiers maristes. »

(Quatrain du Frère Ignace lu le 28 janvier 1967  
lors du 150<sup>ème</sup> anniversaire de la Congrégation  
des Frères Maristes)

*Albert FRAIPONT*  
*Président du P.O.*

## L'Ecole professionnelle spécialisée Reumonjoie à Malonne

---

**Le 20 août 1964, l'ASBL Saint-Jean-Baptiste de La Salle à Malonne est constituée. Son objet social repris dans les statuts définit bien ses objectifs : « ...dans une perspective chrétienne, la gestion d'institutions psycho-pédagogiques, économico-sociales et médico-sociales en faveur des handicapés telles que : instituts médico-pédagogiques, ateliers protégés, foyers protégés, etc. » L'ambition était grande et les réalisations seront à la hauteur de ce qui était projeté par les initiateurs. La présidence de cette ASBL était assumée par André Spineux ; l'administrateur-délégué et, on peut le dire, le grand ordonnateur, était Jules Hendrick qui occupait à l'époque les fonctions de « directeur administratif » de l'Institut Saint-Berthuin de Malonne, après avoir été professeur dans l'établissement.**

---

En septembre 1964, une première classe au statut assez hybride fut ouverte dans des locaux de l'Institut Saint-Berthuin : on y accueillit essentiellement des élèves de l'école primaire Saint-Berthuin qui auraient dû doubler leur 6<sup>ème</sup>. Ils furent inscrits dans une classe de 6<sup>ème</sup>, mais on faisait suivre à ceux âgés de plus de 13 ans un horaire de cours conforme aux exigences de l'enseignement professionnel spécialisé. Cette double affectation permit de faire admettre aux subventions dès l'année scolaire 1964-1965 la classe primaire et, l'année suivante, après l'année probatoire, sa sœur jumelle du professionnel spécial. On peut donc faire remonter la création de cet institut médico-pédagogique Saint-Jean-Baptiste de La Salle à 1964 avec, comme premier directeur, Jules Hendrick. La section organisée avait, elle aussi, un profil assez hybride : mécanique et administration. Le 2<sup>ème</sup> volet se justifiait « par la volonté de remplacer les cours de pratique professionnelle et de sciences appliquées par des cours généraux pendant les 3 premières années et par l'enseignement des différentes méthodes de classement, au cours de la 4<sup>ème</sup>, pour donner plus de chances aux élèves de postuler dans certains métiers comme classeur et huissier ».



⇨ *La ferme Lamy où les premiers élèves furent hébergés et les premiers cours donnés*



*La ferme de Reumont, le deuxième internat de l'institution naissante ⇨*



## L'École professionnelle spécialisée Reumonjoie à Malonne

Dès septembre 1964, un premier internat, appelé « Le Refuge », fut installé dans la ferme Lamy, contiguë au site actuel de l'école. L'année suivante, ce bâtiment fut occupé par des classes, les infrastructures sportives de l'Institut Saint-Berthuin restant utilisées ; l'internat fut aménagé dans la ferme de Reumont, située un peu plus loin.

A la rentrée de 1966, l'école secondaire compte 38 élèves et il faut songer à d'autres infrastructures : cela va être possible par le bail emphytéotique de 99 ans sur les 10 hectares situés le long du chemin de Chepson à Malonne, accordé par l'ASBL Saint-Berthuin à l'ASBL Saint-Jean-Baptiste de La Salle, PO de l'école. En 1967, les premiers travaux débutent par la construction de 8 classes (4 primaires et 4 secondaires) et de pavillons pour le logement des internes. Au fil des années, et pour répondre aux besoins des nouvelles options et à l'augmentation de la population scolaire et des jeunes hébergés, le plateau se couvrit progressivement de nouveaux bâtiments. Pour faire de la place à l'enseignement secondaire, l'école primaire établit par la suite ses quartiers dans le bas de la propriété.



⇔ *Les cuisines de  
l'internat et des  
pavillons de l'internat*

© asbl St-J.-B. de La Salle à  
Malonne

*Pavillons de l'internat  
actuel* ⇔

© asbl St-J.-B. de la Salle à  
Malonne



L'année 1968 vit l'apparition de nouvelles options comme l'horticulture et le bois, mais aussi la suppression du volet « administration » de la première option créée. Pour permettre le développement de cette section horticole, une première serre, récupérée à Hoeilaart, fut remontée sur le site en 1971; l'établissement en compte aujourd'hui cinq.

## L'École professionnelle spécialisée Reumonjoie à Malonne



⇨ Inauguration le 21/03/2003 de la serre qui remplaça l'ancienne serre à raisins de Hoeilaart

Construction en 1995 de la grande serre carrée



↑ Le traditionnel marché aux fleurs, en 2004



⇨ Des élèves en action en 1974, dans un parc à l'époque assez peu arboré

C'est en 1969 que Benoît Spineux remplaça Jules Hendrick à la direction de l'école : il occupera jusqu'en 1998 cette fonction à la tête de l'école qui prit, en 1975, le nom d'institut médico-pédagogique Reumonjoie, par référence au lieu-dit « la campagne de Reumont » où il est situé.

Autre événement de taille en 1969 : le rachat par l'ASBL Saint-Jean-Baptiste de La Salle aux Sœurs de Notre-Dame de la Charité du Bon Pasteur de la maison de Tertibut

## **L'École professionnelle spécialisée Reumonjoie à Malonne**

située à Suarlée qui, outre un orphelinat pour jeunes filles, abritait une école primaire et une école ménagère, appelée Institut du Bon Pasteur. L'ASBL décida de transformer l'école primaire en une implantation de l'école primaire spécialisée qu'elle organisait à Malonne et d'ouvrir, en remplacement de l'école secondaire ordinaire, l'école professionnelle spécialisée Clairval. Elle créa également sur le site, à la place de l'orphelinat, un IMP pour jeunes filles.

Mais revenons à Malonne et à l'augmentation constante de la population scolaire : ainsi, en octobre 1970, 115 élèves fréquentaient l'enseignement secondaire ; huit ans plus tard, ils étaient 168, dont plus des trois quarts étaient internes. Lors de la prolongation à 18 ans de la scolarité obligatoire en 1983, l'école accueillit de nombreux élèves en quête de solutions pour terminer leur scolarité et atteignit son sommet historique avec 306 élèves, ce qui lui permit d'ouvrir pendant un temps un poste de sous-directeur. En octobre 2009, elle compte 225 élèves dont les deux tiers sont externes : cette évolution vers l'externat est en partie due à l'imposition de l'AWIPH de transformer un certain nombre de lits pour jeunes en lits adultes.

En 1981, l'ASBL initiale se scinda en deux entités : l'ASBL Saint-Jean-Baptiste de la Salle garda tout le domaine de l'hébergement des jeunes, puis plus tard aussi des adultes, et l'ASBL Ecoles fondamentale et professionnelles Reumonjoie-Clairval prit en charge comme PO les 3 établissements scolaires spécialisés (\*).

La cohabitation de Reumonjoie, la plus importante école secondaire spécialisée libre de la province de Namur en nombre d'élèves, avec ses voisins ne fut pas toujours un long fleuve tranquille ; suite à l'ouverture sans accord des instances de concertation de la forme 2 à Reumonjoie, Monseigneur Mathen exclut l'établissement de l'enseignement libre en 1988. Ce qui créa une situation assez paradoxale d'un PO organisant deux écoles secondaires : l'une, l'institut Clairval de Suarlée dépendant de l'enseignement libre catholique et l'autre, Reumonjoie, exclue de celui-ci. De nombreux contacts permirent fort heureusement en 1999 la réintégration de l'établissement dans l'enseignement catholique.

En 1990, la forme 4 vint étoffer la palette des formations possibles à Reumonjoie ; le 2<sup>ème</sup> degré de cette forme, qui comptait 2 options « mécanique-électricité » et « travaux de bureau », ferma assez rapidement. Ce n'est qu'en 2006 qu'il fut rouvert avec 2 options « horticulture et maintenance du matériel » et « bois », suivi en 2008 par le 3<sup>ème</sup> degré. Reumonjoie est, à ce jour, le seul établissement libre spécialisé qui propose dans le diocèse de Namur cette forme d'enseignement offrant les mêmes options que dans le secondaire ordinaire mais avec un encadrement différent et une méthodologie adaptée.

Depuis 1996, à l'initiative de Bernard Dardenne, futur directeur, et d'Anne-Marie Hallet, kinésithérapeute et ergothérapeute, l'école a ouvert une classe expérimentale TEACCH pour les autistes : elle est ici aussi la seule à offrir cette approche dans les écoles libres du diocèse de Namur. Autre initiative intéressante : la création en septembre 2008 d'un SASS (structure scolaire pédagogique d'aide à la socialisation) qui prend en charge de manière momentanée des jeunes de l'enseignement spécialisé présentant des troubles du comportement et/ou de personnalité entraînant un décrochage scolaire, avec comme objectif de les réintégrer dès que possible dans une structure normale d'apprentissage.

(\*) En 2011, l'Institut Clairval de Suarlée fusionna avec l'École Professionnelle spécialisée Reumonjoie de Malonne.

## L'Ecole professionnelle spécialisée Reumonjoie à Malonne

En 2005 le P.O. désigna Stéphane Hermie comme directeur en remplacement de Bernard Dardenne qui occupait la fonction depuis 1998. En septembre 2009, une nouvelle option, qui renouait un peu avec le passé, a été ouverte dans le secteur économie, « travaux de magasin », débouchant sur le métier « auxiliaire de magasin ».

Si, comme cela a été expliqué plus haut, la cohabitation avec les autres écoles secondaires spécialisées du Namurois a connu des difficultés, le PO de Reumonjoie s'est résolument inscrit dès sa réintégration dans le réseau catholique, dans la démarche de rapprochement que les autres PO secondaires spécialisés du grand Namur avaient initiée dès 1996 et qui a abouti aujourd'hui à la présence dans chaque conseil d'administration d'un représentant des autres PO afin de promouvoir une plus grande cohérence dans l'organisation et le développement de l'enseignement secondaire spécialisé namurois.

*Philippe MOTTEQUIN*

**Sources :** Différents témoignages



# Le Centre scolaire Saint-Joseph et Saint-Hubert d'Eghezée

## A l'origine, une école primaire

C'est en 1883 que les Sœurs des Filles de Marie de Pesche créèrent à Eghezée l'école primaire des filles, leur 111<sup>ème</sup> maison. Les Filles de Marie de Pesche trouvent leurs origines vers 1800 dans la volonté de l'abbé Baudy, curé de Pesche, de fonder une congrégation religieuse pour enseigner et éduquer chrétiennement la jeunesse et spécialement les enfants pauvres. En 1835, Monseigneur Jean-Arnold Baret, évêque de Namur (1833-1835), approuva la règle de la Congrégation dont la maison-mère se trouve toujours à Pesche (province de Namur).

L'école d'Eghezée, consacrée au Sacré-Cœur de Jésus, sera adoptée par la commune. En 1903, la paroisse vend pour la somme de 6 000 francs les classes et le logement des Sœurs au comte de Brouhoven de Bergeyk d'Anvers qui les louera ensuite à l'école. En 1907, l'école compte trois classes : une classe gardienne et deux classes primaires.



*L'école des Soeurs*

## L'abbé Noël

L'abbé Nestor Noël, nommé curé d'Eghezée en 1948, est l'initiateur du développement important de l'enseignement libre dans la commune. Pratiquement jusqu'à sa mort en 1995, il en sera le grand coordonnateur. L'école fondamentale libre d'Eghezée porte d'ailleurs aujourd'hui son nom. Sans plan préétabli, il souhaitait ouvrir le plus largement possible l'enseignement libre dans sa nouvelle paroisse. Pendant plusieurs années, il assura même la direction de l'école secondaire des filles et, plus tard, de celle des garçons. Les anciens se souviennent notamment de certaines délibérés qui se déroulaient au presbytère et parfois même le dimanche.

L'abbé Noël était de ces hommes totalement investis dans leurs projets, exigeant des autres le même engagement. Il n'aura de cesse d'assurer la viabilité de « ses » écoles tant au niveau de l'infrastructure que des finances. Sa plus belle réussite dans ce domaine est la création en 1949 de la foire commerciale et agricole d'Eghezée dont tous les bénéficiaires étaient destinés aux écoles. Cette foire, qui se déroule au mois d'août, deviendra au fil du temps l'une des plus importantes de Wallonie : elle mobilisait des centaines de « bénévoles » dont les enseignants qui y consacraient une part importante

## Le Centre scolaire Saint-Joseph et Saint-Hubert d'Eghezée



*L'abbé Noël (1908-1995)*

de leurs vacances. Avec l'achat de différents terrains, le champ de foire actuel couvre près de trois hectares, situés à côté des écoles fondamentale et secondaire. La foire d'aujourd'hui, gérée par une ASBL, si elle garde les mêmes objectifs, a progressivement adapté sa formule pour mieux correspondre aux attentes du public et au personnel bénévole disponible. De nombreuses autres initiatives ont aussi été lancées pour assurer la charge financière des achats et des constructions : emprunts auprès de particuliers, fêtes des mères, corso fleuri, bal à la Bourse du commerce à Namur, etc.

### **1948 : année-clé**

En août 1948, l'abbé Nestor Noël est désigné comme curé d'Eghezée par Monseigneur Charue, évêque de Namur (1941-1974). La situation de l'enseignement libre dans la commune n'est pas bonne : l'école fondamentale libre pour les filles est à la limite de la viabilité. De plus, l'Etat a décidé d'ouvrir cette année-là une école moyenne et de reprendre l'école communale primaire pour garçons en y instaurant la mixité. Pour contrer cette concurrence, l'abbé Noël, avec l'accord de l'Evêché, accueille des garçons dans son école primaire pour filles sans ouvrir pour autant des classes mixtes. En 1950, une école primaire libre pour garçons est créée. Dès 1949, pour permettre aux filles sortant de 6<sup>ème</sup> primaire de continuer des études, l'abbé Noël élargit l'offre d'enseignement à un quatrième degré.

En juillet de la même année, il acquit son premier terrain pour y construire une salle paroissiale, mais la nécessité lui imposa d'y construire une classe et, aujourd'hui encore, Eghezée ne dispose pas de salle paroissiale !

### **L'Institut Saint-Joseph**

A la rentrée de 1950, deux nouvelles écoles libres furent ouvertes à Eghezée sur le même site que l'école primaire des filles : l'école primaire des garçons dont nous venons de parler et l'Institut Saint-Joseph, une école moyenne pour filles. L'abbé Noël assura la direction de cet établissement secondaire jusqu'en 1958. Cette école organisa d'abord le cycle inférieur des Humanités modernes et, à partir de 1952, une section familiale dont la grille horaire (néerlandais, comptabilité, sténo-dactylo) donnait des perspectives d'emploi intéressantes. Deux années de professionnelles couture furent aussi organisées, mais la non-reconnaissance par un certificat fit arrêter le projet après quelques années.

## Le Centre scolaire Saint-Joseph et Saint-Hubert d'Eghezée

Ces ouvertures nécessitaient de nouveaux locaux qui furent construits dans les premiers temps pratiquement chaque année. Ainsi, en 1953, des classes furent aménagées dans les chambres des Sœurs, réduisant leur espace dortoir à la partie congrue. En 1952, après de nombreuses tribulations, les bâtiments des écoles furent donnés à la paroisse par les héritiers du comte de Brouhoven de Bergeyk d'Anvers. En 1954, deux maisons contiguës aux écoles, siège de la Société Générale de Banque, furent achetées : l'une deviendra l'habitation des religieuses et l'autre, salle de gymnastique, réfectoire et local du patro.

Mais ces achats et constructions auxquels s'ajoutait le coût du transport scolaire assuré par les écoles nécessitaient des finances importantes alors qu'on était en période de vaches maigres : d'où la nécessité d'organiser des quêtes de porte à porte ; c'était l'époque d' « Ecole et famille » et de l'engagement massif de parents et de sympathisants de l'enseignement libre !

En juillet 1958, les Sœurs des Filles de Marie de Pesche quittèrent Eghezée pour reprendre à Couvin une maison tenue par les Religieuses de la Providence de Champion qui, elles, s'installeront à Eghezée. Cet échange décidé en novembre 1957 était le résultat de l'action de Monseigneur Blaimont, vicaire épiscopal de l'enseignement, qui souhaitait une réorganisation des écoles et des congrégations. Le 6 juillet 1958, la paroisse célébra, lors d'une grande fête, l'action des Religieuses de Pesche, et particulièrement de sœur Marie de Saint-Antoine présente à Eghezée depuis 1907 et supérieure depuis 1926.



*Les bâtiments ont pris de l'ampleur*

Avec l'arrivée des Sœurs de la Providence, la direction de l'école fut confiée à des Religieuses jusqu'à la fusion de 1996 : sœur Christiane de 1958 à 1962, sœur Alexandre de 1962 à 1965 et ensuite sœur Cécile de 1965 à 1996. Cette dernière fut l'âme de l'école pendant plus de trente ans ; elle se fit également connaître par le combat qu'elle mena, à partir de 1983, pour obtenir des normes préférentielles pour les écoles rurales.

## Le Centre scolaire Saint-Joseph et Saint-Hubert d'Eghezée



*Le spectacle des 30 ans de l'Institut Saint-Joseph et le célèbre quadrille des lanciers*

En 1961, la grande prairie de la foire est acquise, résultat d'un échange de terrain et, l'année suivante, c'est l'ancienne râperie avec un terrain de plus d'un hectare qui est achetée à la Raffinerie tirlémontoise et à une autre société de la même localité, site sur lequel s'édifieront progressivement les bâtiments du secondaire. Cette râperie de betteraves avait été créée en 1871 ; ses activités ont été déplacées à Longchamps en 1959.



*La râperie d'Eghezée. On aperçoit sur le côté gauche de la photo un grand bâtiment où se trouvaient les bureaux et, à l'étage, l'habitation du chimiste de la société ; il est aujourd'hui occupé par des classes et des laboratoires*



## Le Centre scolaire Saint-Joseph et Saint-Hubert d'Eghezée

### Le Collège Saint-Hubert

Nouveau développement de l'enseignement libre à Eghezée : en 1964, l'abbé Noël crée une école moyenne pour garçons, le Collège Saint-Hubert, dont il sera le directeur jusqu'en 1975. Il passera ensuite le relais à Fernand Renard, lui-même remplacé par André Joiret de 1986 à 1996. C'est le degré inférieur des Humanités modernes qui y est organisé ; les cours se donnent d'abord sur le site des écoles primaires et de l'Institut Saint-Joseph. On y est bien sûr fort à l'étroit, mais cela ne dure pas trop longtemps : peu après la rentrée de 1965, le collège et l'école primaire des garçons emménagent dans un bâtiment tout neuf édifié à l'emplacement de l'ancienne râperie dont il ne reste plus qu'une construction qui sera d'abord occupée par le concierge des écoles et puis, au début des années '80, par des classes et des laboratoires. La rue de la Râperie sera logiquement rebaptisée rue du Collège.

Entre 1973 et 1977, une section professionnelle « Travaux de bureau » mixte a été organisée au Collège Saint-Hubert.



*Vue aérienne d'Eghezée en 1965 : on aperçoit à l'avant plan l'église et, à sa gauche, les bâtiments des Instituts Saint-Joseph (primaire et secondaire) ; dans le fond, à droite, le terrain de la râperie et les premiers travaux de construction du Collège Saint-Hubert*

L'école fondamentale pour filles, qui comptait des classes gardiennes mixtes, et l'école primaire pour garçons fusionnèrent en 1971 tout en restant chacune sur leur implantation avec des classes non mixtes.

En 1974, l'ASBL « Pouvoir organisateur de l'enseignement libre catholique d'Eghezée » est constituée avec l'abbé Noël comme président ; elle gèrera dorénavant l'école fondamentale mixte et les deux écoles secondaires. Notons que la Congrégation des Sœurs de la Providence de Champion n'était pas représentée dans ce PO alors que la direction d'une des trois écoles était assurée par une religieuse de cette congrégation.

## Le Centre scolaire Saint-Joseph et Saint-Hubert d'Eghezée



*Les bâtiments du Collège Saint-Hubert avec, à gauche, les bureaux de la râperie transformés en classes et en laboratoires*

### **1977, l'introduction du rénové**

L'entrée dans le rénové en 1977 va donner aux deux établissements secondaires de nouvelles perspectives : plusieurs options vont être ouvertes tant dans la transition que dans le technique et le professionnel. Les deux écoles ne sont pas mixtes et ne proposent pas le même panel d'options : la possibilité est alors offerte aux élèves de l'autre sexe de fréquenter dans l'autre établissement les cours de l'option non organisée dans leur propre école. Avec le rénové, l'Institut Saint-Joseph va aussi pouvoir devenir une école à 6 ans avec un troisième degré mixte ouvert en 1981 et le collège Saint-Hubert une école à 4 ans. Ils formeront pour ce faire un CES avec les écoles secondaires de Saint-Berthuin à Malonne.

En septembre 1977 aussi, nouveau déménagement : l'Institut Saint-Joseph occupe sur le site de la râperie le nouveau grand bâtiment perpendiculaire au premier ; les garçons du primaire hébergés dans les bâtiments du Collège Saint-Hubert peuvent ainsi retourner dans les locaux près de l'église, rue de Mehaigne, libérés par les filles du secondaire : l'école fondamentale Saint-Joseph devient à partir de cette date effectivement mixte. Par contre, les deux écoles secondaires non mixtes se partageront la même cour de récréation !



*Le premier bâtiment de l'Institut Saint-Joseph avec, dans son prolongement à sa gauche, la chapelle construite en 1994, et aujourd'hui transformée en bibliothèque*

## **Le Centre scolaire Saint-Joseph et Saint-Hubert d'Eghezée**

Les premiers rhétos sortiront de l'Institut Saint-Joseph en 1983. Une 7<sup>ème</sup> professionnelle complètera l'offre d'enseignement en 1988.

L'augmentation de la population impose encore des agrandissements : en 1985, l'édification d'un bâtiment qui occupe le 3<sup>ème</sup> côté de la cour de récréation et dont le rez-de-chaussée est un préau ; en 1989, l'élargissement du premier bâtiment ; et, en 1991, la construction d'un hall omnisport destiné à l'ensemble des élèves du primaire et du secondaire.

De 1992 à 1996, des cours en promotion sociale d'informatique et de langues modernes sont donnés dans les locaux de l'Institut Saint-Joseph, en tant qu'antenne de l'ITN.

A la fin de l'année 1994, l'abbé Noël quitta toutes ses fonctions au niveau des écoles après 46 années de total investissement pour la cause scolaire et la création d'un centre scolaire comptant près de 1 000 élèves !

### **1996, la fusion**

Les nouvelles normes imposées par la ministre Onckelinx n'étaient rencontrées par aucune des deux écoles secondaires : on comptait, au début octobre 1995, 338 élèves pour l'Institut Saint-Joseph et 184 pour le Collège Saint-Hubert : la fusion était inévitable ! C'est la forme administrative « fusion égalitaire » qui fut retenue par le PO et, à la rentrée 1996, les deux écoles largement imbriquées tant au niveau des enseignants, des élèves que des bâtiments n'en firent plus qu'une avec un nom qui rappelait les deux anciennes : « Centre scolaire Saint-Joseph et Saint-Hubert ». Suite aux départs pour des raisons différentes des deux directions, Maryse Dubuisson, venant de l'Institut Sainte-Marie de Jambes, fut engagée comme directrice. Elle fut remplacée en 2000 par Bernadette Pauchet qui céda sa place à Patrick Bartkowiak en 2007. Grâce à l'augmentation de la population, un poste de sous-direction fut créé en 2003 et confié à Marie-Thérèse Bayet et, depuis 2004, à Françoise Hamoir.

La fusion permit aussi une meilleure gestion du NTPP, notamment au niveau de l'enseignement de transition. L'offre d'enseignement actuelle couvre les 3 degrés et les différentes filières : un premier degré commun et un premier degré différencié ; en transition, les options latin, sciences et sciences économiques ; en technique de qualification, un 2<sup>ème</sup> degré en gestion et en électromécanique, un troisième degré en technicien de bureau et en électricien automatique ; en professionnel, un 2<sup>ème</sup> degré en services sociaux et en mécanique polyvalente, un 3<sup>ème</sup> degré en aide familial(e) et en métallier soudeur.

En 2000, le préau situé sous le 3<sup>ème</sup> bâtiment construit en 1985 fut fermé pour y installer des ateliers et l'économat.

## Le Centre scolaire Saint-Joseph et Saint-Hubert d'Eghezée



*Le hall omnisport construit en 1989*

En 2008, l'ASBL « Association des œuvres paroissiales du doyenné de Leuze » céda en bail emphytéotique l'ensemble du patrimoine scolaire d'Eghezée à la Société patrimoniale d'administration des bâtiments scolaires catholiques de la province de Namur (SPABSC Na), ce qui permit au PO d'entreprendre en 2009 de grands travaux de rénovation des constructions de son école fondamentale, subsidiés à 70 % par la Communauté française et d'être ainsi le tout premier PO de l'enseignement libre à profiter des avantages liés aux SPABSC.

*Philippe MOTTEQUIN*

### **Sources :**

- Archives de la congrégation des Filles de Marie de Pesche et de la congrégation de Sœurs de la Providence de Champion ;
- Différents témoignages ;
- *Mémoire de l'entité d'Eghezée, Eghezée-Tête de fusion*, Liernu, 1987, pp. 93-103.

# L'Institut Saint-Joseph à Jambes

---

**L'Institut Saint-Joseph de Jambes d'aujourd'hui est le résultat de la fusion en 1996 de l'Institut Saint-Joseph et de l'Ecole professionnelle suite aux nouvelles normes d'existence d'un établissement imposées par la Ministre Laurette Onkelinx.**

**Ces deux institutions scolaires secondaires ont été précédées par des écoles fondamentales, l'une créée pour les filles par les Sœurs de la Providence, l'autre pour les garçons par les Frères des Ecoles chrétiennes.**

---

## 1. L'Ecole professionnelle

### A l'origine, une école primaire

L'abbé Jean-Baptiste-Victor Kinet, curé de Jambes de 1815 à 1826, après un appel infructueux à la congrégation des Sœurs de Notre-Dame, demande à celle de la Providence de Portieux (France) d'ouvrir une école pour les filles dans sa paroisse. En 1822, c'est chose faite avec l'arrivée de deux Religieuses ; mais les tracasseries et les menaces que fait peser sur elles le régime hollandais, les amenèrent à quitter la Belgique en entraînant la fermeture de cette première école. Celle de Jambes est la deuxième école en Belgique à être prise en charge par la Congrégation des Sœurs de la Providence de Portieux qui a été fondée par l'abbé Jean-Martin Moye (1730-1793), béatifié en 1954. Frappé par l'abandon, dans la plupart des villages, des petites filles pauvres auxquelles personne n'apportait des connaissances religieuses et profanes, il décida d'envoyer à partir de 1762 des jeunes filles dans les paroisses rurales sans constituer véritablement une congrégation. Avec la Révolution française, des Religieuses vont se regrouper dans deux centres, l'un près de Portieux dans les Vosges, l'autre à Insming puis à Saint-Jean-de Bassel (Moselle). Ces groupes formeront plus tard des congrégations distinctes. Au début du XIXe siècle, les Sœurs de la Providence vont progressivement s'institutionnaliser et être reconnues par les autorités ecclésiastiques et civiles.

La Congrégation des Sœurs de la Providence et de l'Immaculée Conception de Champion est héritière, mais aussi dissidente, de celle fondée par l'abbé Moyë. Comme nous l'avons dit plus haut, des sœurs de Portieux fondèrent déjà des écoles dans le diocèse de Namur sous le régime hollandais, dont celle de Jambes. Pour les conseiller et leur venir en aide, l'abbé Kinet fut nommé délégué de l'Institut de la Providence pour le diocèse de Namur. Son projet était de créer un noviciat belge, mais tant des raisons politiques que des relations tendues avec son évêque retardèrent son projet qui ne verra le jour qu'en 1833 à Jodoigne. Ce noviciat fut transféré en 1834 à Harlue puis en 1836 à Champion. Les relations difficiles avec la maison-mère à Portieux amenèrent les évêques belges à décider en 1837 la séparation avec celle-ci et l'érection d'une nouvelle congrégation canoniquement instituée, soumise à la juridiction exclusive de l'Evêque de Namur.

De quand date le retour des Sœurs de la Providence à Jambes ? Le 5 janvier 1836 ou 1837 selon des documents des Sœurs ; plus tôt, comme le dit Paul Wynants qui reprend Jambes dans la liste des écoles de la Providence existant avant la révolution belge (\*) tout en précisant que celle de Jambes a été fermée de 1825 à 1830 (\*\*). Dans un autre

(\*) WYNANTS P., *Les Sœurs de la Providence de Champion et leurs écoles (1833-1914)*, Namur, 1984, p.27.

(\*\*) WYNANTS P., *op.cit.*, p.317.

## L'Institut Saint-Joseph à Jambes

ouvrage, le même auteur donne comme date 1834, précisant que l'école fut tenue en collaboration par des Soeurs de Portieux et de Champion, puis par ces dernières seules à partir de 1837 (\*). Comme on le voit, les avis divergent ! Par contre, en 1937, plusieurs manifestations marquèrent le centenaire de l'école.

Celle-ci fut installée dans un bâtiment situé le long de la Grand-Rue (aujourd'hui avenue Materne) à l'emplacement de l'actuelle place de Wallonie. Les chroniques du temps parlent d'une seule classe pour 150 enfants et des conditions précaires d'existence des Religieuses. Une deuxième classe fut ouverte vers 1840.

En 1854, l'Administration communale acheta une propriété située le long du quai de Meuse avec un jardin donnant sur la ruelle Mazy pour y installer l'école et le logement des Sœurs. L'abbé Jeanmart, curé de Jambes, décida en 1862 de créer une classe gardienne mixte, prise en charge par une Religieuse. D'abord installée dans l'école communale, cette classe rejoindra l'école des Sœurs après la construction d'un local supplémentaire. Le statut de l'école évolua au fil des décisions politiques : d'adoptée par la commune en 1844, elle deviendra communale en 1863.

*L'école des Sœurs occupe  
le bâtiment avec un fronton  
triangulaire situé le long  
du quai de Meuse*



En 1879, la loi Van Humbeeck, dite par les catholiques « loi de malheur », obligea toutes les communes à ouvrir une école officielle en leur interdisant de subsidier une institution scolaire religieuse. Pour contrer cette loi, un comité scolaire, présidé par le baron de Coppin, récolta les fonds nécessaires à la construction d'une nouvelle école. Xavier Thibaut de Maisières mit à la disposition du comité un terrain qu'il possédait à la ruelle Popelin (actuelle rue Van Opré) et contigu par l'arrière à celui déjà occupé dans la ruelle Mazy depuis 1862 par l'école primaire Saint-Joseph. Ce Xavier Thibaut (1843-1911) a été un grand bienfaiteur des écoles libres jamboises : administrateur de sociétés, industriel, notamment comme maître tanneur, il possédait à la ruelle Mazy un moulin à écorces et une tannerie ; il sera également conseiller provincial. Dès septembre 1879, les premiers travaux sont entamés et, après les vacances de Pâques

(\*) WYNANTS P.,  
*Religieuses 1801-1975*,  
t. I, Belgique-  
Luxembourg-  
Maastricht/Vaals,  
Répertoire Meuse-  
Moselle, IV, Namur,  
1981, p. 192.

## L'Institut Saint-Joseph à Jambes

1880, les cours peuvent se donner dans la nouvelle construction : il s'agit d'un bâtiment en L, le plus petit côté le long de la ruelle, occupé par des classes, l'autre aile abritant une classe, la maison des Sœurs et des locaux utilitaires. Durant le temps nécessaire à l'édification de l'ensemble, le comité scolaire avait loué à la Grand-Rue une maison pour y donner les cours et loger les Religieuses. Ce comité, qui avait pris en charge les deux écoles catholiques de Jambes, celle des garçons et celle des filles, sera dissous en 1885 quand le pouvoir politique deviendra plus favorable à l'enseignement catholique.

Le succès de l'école et l'ouverture de classes supplémentaires nécessiterent de nouvelles constructions qu'il serait trop long d'énumérer : retenons toutefois la construction en 1897 d'une troisième aile formant ainsi un U encadrant la cour.



↑ La cour de l'école  
vers 1930 ...

⇐ ... et aujourd'hui

### Les débuts de l'école professionnelle

C'est en 1898 qu'une école de coupe est ouverte à côté des classes gardiennes et primaires ; elle est tenue par Sœur Pélagie. Cette section initiale est toujours bien représentée dans l'Institut aujourd'hui. A Pâques 1912, une section ménagère ne fonctionnant d'abord que le matin fut créée sous la direction de Sœur Alphonsa ; on parlera désormais, pour désigner l'école, de l'« Atelier d'apprentissage avec section ménagère ». Il sera encadré par un comité composé de personnalités jamboises. Une Religieuse et une laïque s'occupent de la coupe et de la confection.

## L'Institut Saint-Joseph à Jambes

En 1913, les héritiers de Xavier Thibaut qui, en 1879, avait mis un terrain à la disposition des Sœurs pour y construire l'école, décidèrent de vendre leurs propriétés situées entre les rues Mazy et Van Opré : les Religieuses achetèrent pour 17 506,73 francs les emplacements sur lesquels l'école avait été bâtie ainsi que deux terrains contigus qui leur serviront entre autres de potager, pour une superficie totale de 28 ares 38 ca.

Lors de la bataille de Namur, en août 1914, trois classes furent endommagées par des tirs allemands, mais elles furent remises en état pour la rentrée d'octobre. L'année 1918 voit le domaine des Sœurs s'agrandir une nouvelle fois avec l'achat pour la somme de 8 000 francs d'un terrain contigu aux classes.

En 1922, on édifie dans le prolongement de l'aile droite une salle de coupe pour l'école professionnelle, laquelle vient d'être reconnue par l'Etat. Son personnel est composé en 1935 d'une directrice religieuse et de quatre enseignantes, une religieuse et trois laïques. On trouve dans *Vers l'Avenir* du 6 - 7 juillet 1935 une description assez complète de l'atelier d'apprentissage : « L'enseignement aux mains de trois excellentes maîtresses comporte les cours de couture, de coupe et de confection ainsi que des cours ménagers. A la fin des 3 années d'études, les élèves passent un examen devant un jury spécial qui leur délivre le diplôme officiel. Tout est ordonné dans cet enseignement théorique et pratique pour faire de ces jeunes filles des femmes de ménage complètes et pour mettre en mains de celles qui le désirent, un beau métier pour la vie. Actuellement, une quarantaine d'élèves fréquentent l'Atelier. Certaines d'entre elles, le diplôme obtenu, continuent à s'y rendre, trouvant là, dans les nombreux ouvrages qu'on leur confie du dehors, la possibilité de gagner un salaire intéressant, tout en bénéficiant toujours de la direction de leurs maîtresses ».

L'école primaire des filles quant à elle, adoptée en 1919, compte cette année-là huit classes primaires et trois gardiennes dont une à Velaine. En 1928, une autre implantation est ouverte à la Montagne Sainte-Barbe avec une classe gardienne ; elle s'élargira à partir de 1931 à l'enseignement primaire ; cette implantation sera rattachée en 1973 à l'école primaire Sainte-Marie qui, depuis 1959, dépend du P.O. de Jambes. En 1980, cette école aura son P.O. propre.

### L'essor de l'école professionnelle



*Une classe de couture*



## L'Institut Saint-Joseph à Jambes

Après la guerre 1940-1945, l'«Atelier d'apprentissage avec section ménagère» – on trouve encore cette appellation dans des documents de 1963 – continue avec sa section initiale de coupe et de couture. Il compte 45 élèves en 1958 et 70 en 1960. A la rentrée de 1962, une section «Coiffure et esthétique» est ouverte. Comme justification, on peut lire dans un rapport du C.A. du P.O. : «L'absence d'école de ce genre a surtout été envisagée, le désir de beaucoup de jeunes filles, ainsi que la nécessité de former les élèves à un métier vraiment féminin». L'école ne comptant pas d'internat, des élèves venant de loin étaient logées chez des particuliers. Afin de permettre aux futures coiffeuses de pouvoir travailler dans des salons, l'école avait obtenu du Ministère l'autorisation de ne pas donner de cours le samedi et de récupérer les heures le mercredi après-midi. En 1972, le cycle supérieur «Coiffure» est ouvert et, l'année suivante, la section devient mixte en réservant aux garçons des cours de coiffure messieurs alors que les filles doivent suivre des cours de maquillage. En 1972 aussi, l'offre s'élargit avec la création de l'option vente. La population scolaire progressa assez fortement pendant cette période : 238 élèves sont renseignés pour l'année scolaire 1970-1971 avec notamment cinq classes en coupe-couture et quatre en coiffure.

Le rapprochement avec le P.O. de Jambes se fit en deux étapes : en 1965, la Congrégation de Champion donna l'ensemble des bâtiments au doyenné de Jambes ; en 1974, le Comité organisateur des instituts d'enseignement des Sœurs de la Providence et de l'Immaculée Conception en Belgique Sud, sur l'insistance de Sœur Marguerite, directrice de 1970 à 1991, remit l'école professionnelle au P.O. de Jambes qui gérait déjà, sur le site Van Opré-Mazy, les deux écoles primaires et l'Institut Saint-Joseph.

Le problème des locaux toujours aussi aigu amène le P.O. à faire l'achat, en 1975, des bâtiments de la manufacture de tabac Burniaux, construits en 1938 à la rue Van Opré et, en 1976, de la maison Dubois. Mais ce n'est pas encore suffisant et, en 1978, la communauté des Sœurs déménage pour la rue de Coppin, permettant ainsi d'installer de nouvelles classes dans la partie des bâtiments qu'elle occupait depuis 1880. Quelques années plus tard, en 1983, la Communauté s'installera à la rue Mazy près des bâtiments de l'ancienne école qu'elle avait tenue de 1854 à 1879 au quai de Meuse.

En 1978, en même temps que l'Institut Saint-Joseph, l'école entrera dans le rénové ; elle s'ouvrira aussi cette année-là à la mixité dans toutes ses options alors que, précédemment, les garçons n'étaient admis qu'en coiffure. En 1982, un troisième degré «Arts et techniques de l'habillement» remplacera la 5<sup>ème</sup> spécialisation Tailleur.

Pour répondre aux besoins de la section Coiffure en progression, quatre nouveaux salons édifiés pendant les grandes vacances de 1982 viendront s'ajouter aux quatre déjà existants. En 1987, l'école ouvre sa première septième professionnelle «stylisme en coiffure» et, en 1992, une filière technique Coiffure qui se développera parallèlement à la filière professionnelle sur les 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> degrés. En 1992, la septième «Gestion-Magasin» complète l'offre.

## 2. L'Institut Saint-Joseph

### Au début aussi une école primaire, l'école Saint-Joseph

C'est en 1855 ou 1856, les sources divergent, que l'abbé Jeanmart, curé de Jambes, et le conseil communal font appel à la Congrégation des Frères des Ecoles chrétiennes pour prendre en charge l'enseignement des jeunes garçons, confié jusqu'alors à des laïcs, mais qui ne semblait plus donner satisfaction. La Congrégation, fondée par Jean-Baptiste de La Salle au XVIIe siècle, envoya deux Frères pour s'occuper de cette école installée dans un bâtiment de la commune et adoptée par celle-ci. Ces Frères dépendaient de l'Institut Saint-Aubain de Namur, créé lui en 1831, et faisaient quotidiennement le chemin vers Jambes. Les Frères n'auront pas de maison dans cette localité même si le projet d'en ouvrir une fut plusieurs fois évoqué et près d'aboutir comme par exemple en 1882.

La « correction administrative » voulue par le gouvernement libéral mit en cause l'existence de l'école des Frères comme école adoptée par la commune. Pour contrecarrer la volonté ministérielle, l'abbé Jeanmart, épaulé par un comité qui réunit les fonds nécessaires, acheta en 1862 à Marie Désirée Mazy, un terrain de près de 11 ares le long de la ruelle Mazy. Ce terrain étant situé dans une zone de servitude militaire car distant de 370 mètres du domaine militaire de la Citadelle, il fallut obtenir l'accord du Ministre de la Défense pour construire. Ce fut chose faite le 9 août 1862 et les travaux purent commencer : on édifia un bâtiment avec un étage de 18 mètres sur 9 précédé d'une cour ; c'est le bâtiment actuel à front de rue qui sera rehaussé un siècle plus tard.



*Lors des inondations de 1925-26, une photo du premier bâtiment scolaire construit à la rue Mazy avec l'Elysette à l'avant-plan*  
↵

*Le premier bâtiment de l'école des garçons le long de la rue Mazy aujourd'hui, après de multiples transformations, mais portant toujours l'inscription « Ecole Saint-Joseph »*  
↴



## L'Institut Saint-Joseph à Jambes

On ne connaît pas les raisons qui ont amené l'abbé Doyen, curé de Jambes, à faire donation en 1871 de l'école au Séminaire épiscopal. En 1885, celui-ci le vend à Xavier Thibaut de Maisières dont nous avons déjà parlé dans le chapitre consacré à l'école primaire des filles. Il en laissera la jouissance à l'école des garçons. Combien d'élèves fréquentent l'école ? Différents rapports d'inspection entre 1877 et 1883 nous donnent des chiffres variant entre 93 et 108 inscrits durant cette période pour deux classes !

En 1898, un bâtiment est construit à l'arrière du premier pour abriter une classe supplémentaire. La cour est en partie pavée en 1906. En 1909, on édifie un autre bâtiment dans le prolongement de celui de 1898 pour y accueillir une classe et une salle pour le patronage et pour différentes activités ; celle-ci remplaça une salle de fêtes construite en 1864 et qu'on venait de démolir. Ce bâtiment situé entre deux cours de récréation sera rasé en 2007. Cette nouvelle construction relança aussi la possibilité plusieurs fois évoquée de créer une résidence pour les Frères à Jambes, mais le projet ne se concrétisa pas. Nouveau changement de propriétaire en 1910 : Xavier Thibaut fit donation à son fils Armand de l'école des Frères et d'une parcelle de terrain située entre celle-ci et celle des Sœurs. Comme son père, Armand Thibaut laissera la jouissance du bien à l'école.



↑ A gauche, le bâtiment de 1909...

et son « remplaçant » occupé depuis 2009 ↓



## L'Institut Saint-Joseph à Jambes

Un premier laïc complète le corps enseignant en 1910. C'est en 1920 que les Frères cèdent la direction de l'école à un laïc, Oscar Arickx. Entre 1910 et 1914, la population scolaire va de 106 à 119 élèves pour trois classes ; à partir de septembre 1914, une quatrième classe est ouverte avec une population qui oscille entre un minimum de 95 élèves et un maximum de 151 pour la période de septembre 1914 à juin 1920. Comme celle des filles, l'école des garçons est adoptée par la commune en 1919.

L'ASBL « Association des œuvres paroissiales du doyenné de Jambes » est constituée en 1925 avec comme but l'exercice, la direction, la diffusion, le développement et le soutien de l'enseignement primaire, ménager, professionnel, technique ou industriel libre, à caractère confessionnel catholique, dans le doyenné de Jambes. Les ambitions sont grandes et, comme on le verra, elles se réaliseront ! L'ASBL devint propriétaire de l'école le 14 février 1927 par une donation faite par Armand Thibaut. Le même jour, les héritiers de Xavier Thibaut remirent à l'ASBL la petite maison à la gauche du bâtiment principal qui a été démolie en 2007. Cette maison construite en 1864 était devenue la propriété de Xavier Thibaut en 1874. Avant d'être utilisée par l'école secondaire pour ses services administratifs, cette maison connaîtra plusieurs affectations comme habitation de l'instituteur en chef ou des vicaires de la paroisse. En 1927 aussi, Charles Laurent transféra à l'ASBL une bande de terrain située à droite de l'école, terrain qu'il avait acheté en 1923 aux héritiers de Xavier Thibaut et qui, laissé en friche, servait d'espace supplémentaire pour les récréations.

Entre-temps, en janvier 1926, après une présence de 70 ans à Jambes, les Frères quittent l'école, sans doute pour des raisons de répartition des frais de fonctionnement : l'école est ainsi prise en charge totalement par des laïcs.

Plusieurs constructions et modifications d'affectation de celles-ci vont encore se succéder jusqu'à la guerre pour répondre aux besoins d'une population scolaire en croissance (166 élèves en 1941). Un bombardement, le 18 août 1944, détruisit plusieurs maisons de la rue Mazy et une partie de l'école. Elle ne redeviendra totalement opérationnelle qu'en 1949, les élèves ayant été accueillis dans l'école des Sœurs et rapatriés dans les bâtiments de la rue Mazy au fur et à mesure de leur réhabilitation. En 1950, le 4<sup>ème</sup> degré de l'école primaire fut supprimé.

En 1950, l'abbé Paul Piron devient curé-doyen de Jambes ; il le restera jusqu'en 1975 et va jouer un rôle moteur dans l'évolution de l'enseignement libre de la localité. Il fit construire en 1956 – c'est sa première réalisation – une salle de gymnastique dans le prolongement de la salle polyvalente, attenante au Cercle des familles. En 1964, on ouvre une section gardienne pour les garçons, jusque-là attachée à l'école des Sœurs.

*L'entrée de l'école primaire des garçons vers 1965*



## **L'Institut Saint-Joseph à Jambes**

### **L'Institut Saint-Joseph**

Permettre aux garçons quittant l'école primaire de continuer leurs études à Jambes est un des objectifs de celui qui deviendra le chanoine Piron. Pour cela, il faut des locaux : des étages sont ajoutés au bâtiment à front de la rue Mazy. Il va également s'investir tant dans le recrutement des élèves que dans l'engagement des professeurs. En septembre 1962, 28 garçons entrent en première moderne. En 1965, on entame le cycle supérieur en ayant choisi la filière économique qui n'était pas encore représentée dans le grand Namur. En juin 1968, les premiers élèves reçoivent leur diplôme d'Humanités. Yvon Cauuet sera le premier directeur de cet institut ; il le restera jusqu'en 1990.

Le doyen Piron a toujours voulu défendre la spécificité de « son » école secondaire des garçons : ainsi, il y allait de sa poche pour assurer aux élèves en difficulté des cours de rattrapage. Ce même investissement personnel se retrouvait dans sa volonté d'équiper l'école en matériel pédagogique. La population scolaire des « Instituts diocésains Saint-Joseph » s'accroissant, on construisit à partir de 1966, au fond de la cour du secondaire, un vaste bâtiment dont le sous-sol abritera les locaux du Centre médical et de l'IMS, ainsi que le PMS et ensuite la Médecine du travail ; le reste du bâtiment sera d'abord partagé entre l'école primaire des garçons, celle des filles et le secondaire des garçons. C'est là aussi que sera installé en 1969 le préguardiennat qui vient d'ouvrir. Cette simple énumération des services montre à suffisance la vision large qu'avait le chanoine Piron.

En 1972, l'institut devient mixte et accroît son offre avec l'ouverture du cycle supérieur Scientifique B. Comme l'école professionnelle, il fera ses premiers pas dans le rénové en septembre 1978, ce qui permettra l'introduction de nouvelles options en transition générale comme le latin, les sciences économiques et les sciences sociales, mais aussi en transition technique avec la biotechnique et les techniques commerciales.

Avec l'introduction du rénové et la création des cours d'initiation à la technologie, il fallait disposer d'un atelier : il sera installé dans les caves de la « Maison jamboise », la future Elysette, siège actuel du gouvernement de la Région wallonne, située dans le parc juste en face de l'école.

Le besoin de locaux se faisant toujours sentir et l'espace à la rue Mazy étant trop limité, une grosse demeure entourée d'un vaste jardin de 45 ares, à la rue de Dave, va être achetée et, en septembre 1982, le 3<sup>ème</sup> degré emménage dans ce qu'on appellera désormais « la Villa ». Le personnel des quatre écoles du P.O. sera appelé à mettre la main à la pâte pour rendre ce bâtiment « scolarisable ».

## L'Institut Saint-Joseph à Jambes



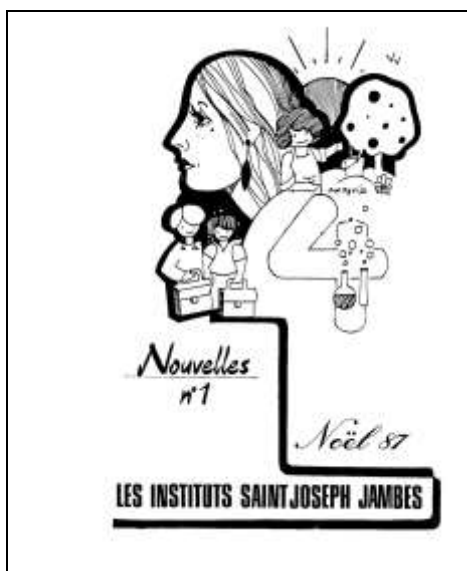
*La villa qui sera occupée par l'Institut Saint-Joseph de 1982 à 2009*

A cette même rentrée, on ouvre le 2<sup>ème</sup> degré Bio-esthétique en transition technique : cette option était à l'époque unique dans l'enseignement libre du diocèse de Namur-Luxembourg. Avec la restructuration des options groupées, le 2<sup>ème</sup> degré passera en qualification technique. En 1984, c'est la création du 3<sup>ème</sup> degré, cette fois en qualification technique. Les salons seront installés dans une maison de la rue Mazy.

Quatre écoles pour un même P.O. : à la Noël 1987, sort le premier numéro de la revue « Nouvelles » avec des articles relatant la vie dans chacun des établissements. Elle fut publiée pendant une dizaine d'années. Un peu plus tôt que leurs consœurs du secondaire, les deux écoles primaires vont subir, mais de façon volontaire, une restructuration : en 1986, elles passent à la mixité et sont organisées en deux établissements : l'un regroupe les maternelles et les deux premières années du primaire, l'autre, les 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> cycles du primaire...

*1987 : couverture du premier numéro de la revue « Nouvelles » ⇒*

⇓ 2010 : un nouveau titre et une « nouvelle » école



### **3. L'institut Saint-Joseph depuis la fusion**

Comme pour beaucoup d'écoles n'atteignant pas les normes imposées par la ministre Onkelinx – dans le cas des deux écoles jamboises, 400 élèves –, 1996 est synonyme de fusion. L'offre de ce nouvel institut couvre les trois formes d'enseignement : général, technique et professionnel et s'élargit par la création de différentes 7<sup>ème</sup> : en 2000, une 7<sup>ème</sup> TQ Gestionnaire d'institut de beauté ; en 2006, une 7<sup>ème</sup> P Complément esthétique : orientation artistique et, en 2008, dans le secteur habillement, une 7<sup>ème</sup> Complément en stylisme. Une autre 7<sup>ème</sup> Gestionnaire des très petites entreprises, qui remplaça en 2007 la 7<sup>ème</sup> Gestion-Magasin, permet, elle, d'être suivie par les élèves des différentes options de l'établissement. Depuis 2006, l'immersion en Néerlandais est proposée aux élèves du général. Par contre, la restructuration des options groupées amènera la fermeture du 3<sup>ème</sup> degré coiffure en qualification technique.

En 2005, le P.O. reprit l'école primaire Saint-Berthuin de Malonne qui n'atteignait plus la norme et la rattacha à son école primaire 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> degrés.

Un vaste plan de modernisation des locaux de la rue Mazy a été entamé en 2007 avec la démolition de la petite maison à front de rue et d'un bâtiment perpendiculaire à la rue.

Les nouvelles constructions opérationnelles à la rentrée 2009 ont permis de ramener sur le site les classes de la « Villa ».

L'année 2010 commence bien pour l'Institut : en février, son projet « un magasin didactique » a été primé dans la catégorie « Ecole et monde professionnel » dans le cadre du Forum des Innovations en Education, initié par Schola ULB ; en mars, ce sera l'inauguration des nouveaux bâtiments.

*Philippe MOTTEQUIN*  
0

#### **Sources :**

- Archives de la Congrégation des Soeurs de la Providence de Champion ;
- Différents témoignages ;
- JACQUES Al., *Les Instituts Saint-Joseph de Jambes*, Jambes, 1987 (ouvrage dactylographié) ;
- *Souvenir du Centenaire des Sœurs de la Providence et de l'Immaculée Conception (1833-1933)*, Namur, 1933 ;
- WYNANTS P., *Religieuses 1801-1975, t. I, Belgique-Luxembourg-Maastricht/Vaals, Répertoire Meuse-Moselle, IV*, Namur, 1981 ;
- WYNANTS P., *Les sœurs de la Providence de Champion et leurs écoles (1833-1914)*, Namur, 1984.

## L'Institut Saint-Joseph à Jambes



*Vue aérienne du site avant les transformations*



# L'Institut de la Providence d'Etalle

## L'Institut de la Providence d'Etalle

### D'abord une école primaire

Si l'Institut de la Providence (enseignement spécialisé) d'Etalle remonte à 1977, il est l'héritier d'une longue histoire scolaire qui débute 123 ans plus tôt avec la création d'une école primaire pour filles. C'est en effet en novembre 1854 qu'à la demande du curé-doyen d'Etalle, l'abbé Duchenois, deux religieuses de la Congrégation de la Providence et de l'Immaculée Conception de Champion, Sœur Marie-Isabelle et Sœur Félicienne, reprirent l'école communale. Elles s'installèrent dans une maison donnée à la commune par la baronne Vanderstraeten pour y tenir une école pour les filles des familles peu aisées. Dans une lettre envoyée en décembre 1854 à ses supérieurs, Sœur Marie-Isabelle décrit cette maison comme un petit château : « Je dis un petit château, car réellement, mes chers supérieurs (*la supérieure de la congrégation et l'Abbé responsable de celle-ci*), sauf quelques inconvénients à lever, on ne peut désirer davantage pour un commencement. Les classes sont un peu petites car il paraît que les enfants sont en nombre, 120-130, mais nous ferons ce que nous pourrons, la Providence n'est-elle pas élastique ? Quant aux pièces qui nous concernent, elles se composent d'une jolie cuisine, d'un parloir, dortoir et oratoire, 3 greniers, 2 caves, un verger, 2 granges, une pompe à la bonne eau, etc, etc, etc ; une grange est remplie de bois, donc nous n'aurons pas froid ».

## L'Institut de la Providence d'Etalle



*La maison des Sœurs et l'école vers 1930. Ces bâtiments sont aujourd'hui occupés par l'IMP Institut de la Providence*

Les relations avec le pouvoir communal ne furent pas toujours au beau fixe. La loi Van Humbeeck de 1879 amena la démission des Sœurs qui quittèrent leurs classes et leur habitation. Un comité scolaire présidé par le curé-doyen, l'abbé J.-J. Despat, prit en charge l'école des Religieuses, devenue libre, qui conserva les deux tiers de ses élèves et ouvrit même, en 1883-84, une classe gardienne à côté des deux classes primaires. Le retour des catholiques au gouvernement en 1884 n'apporta pas de changement dans la situation de l'école des Sœurs car la majorité communale stabuloise ne leur était pas favorable. Il fallut attendre 1888 pour que l'école reçût de la province un subside ainsi que le prévoyait une disposition de la loi du 20 septembre 1884. Les élections communales de 1890 se soldèrent par la victoire des catholiques qui, en 1891, supprimèrent l'école communale des filles et adoptèrent celle des Sœurs. Ces dernières reprurent possession de leur ancienne habitation et de leurs classes. D'autres incidents peuvent aussi être retenus comme celui de 1893, lorsque de nouvelles élections communales furent organisées suite à la constitution de Buzenol comme commune autonome, élections qui amenèrent une majorité libérale au pouvoir. Le 2 mars, le conseil communal décida de réinstaller une nouvelle école communale et d'obliger les Sœurs à libérer les lieux. Devant l'opposition de la population et le refus des Sœurs d'obtempérer, il revint sur sa décision dès le 5 mars.

## L'Institut de la Providence d'Etalle



*Une distribution de soupe à l'école primaire vers 1900*

A côté de l'école primaire, les Sœurs ouvrirent très tôt une école dominicale dont l'existence ne fut pas continuée, ainsi qu'un ouvroir.

### **L'école ménagère et l'école professionnelle**

En 1904, les religieuses créèrent une école ménagère : on y accueillait les jeunes filles du 1<sup>er</sup> novembre au 1<sup>er</sup> mai ; elles étaient « libérées » pendant les 6 autres mois pour les travaux de la ferme et des champs.



*Un cours de lessivage dans l'école ménagère vers 1930*

## L'Institut de la Providence d'Etalle

En 1948, cette école ménagère fut remplacée par une école professionnelle développant sur 4 ans une section « assistance familiale ». La population tourna toujours autour d'une cinquantaine d'élèves parmi lesquelles un certain nombre d'internes. Des enfants du primaire étaient aussi accueillis dans cet internat.

Vu le manque de place, la commune édifia un nouveau bâtiment sur un terrain contigu à celui de l'école primaire. Les travaux furent retardés par des faillites successives et l'école toute neuve ne sera occupée que vers 1964. D'après un projet de convention entre la commune et les Sœurs, retrouvé dans les archives de la Congrégation, l'ensemble des bâtiments occupés par les écoles libres et les Sœurs comprenait 3 grandes salles, 10 normales, 16 petites et 51 chambrettes pour un loyer annuel de 99 250 francs à payer par les Religieuses à la commune.



*Le nouveau bâtiment, construit pour l'école professionnelle, tel qu'il se présente aujourd'hui ; il est occupé par l'IMP Institut de la Providence*

A la même époque, vers 1965, l'école primaire libre des filles fut remise à la commune, ce qui n'empêcha pas qu'une Religieuse continue à y enseigner et que les bâtiments de l'école des Sœurs soient utilisés par l'école communale jusqu'à l'achèvement, en 1971, du nouveau complexe scolaire communal : on était loin d'une guerre scolaire !

### L'école spécialisée

L'année 1977 allait marquer le grand tournant dans l'histoire de « La Providence » à Etalle. L'école professionnelle n'avait qu'une seule section ; elle ne comptait pas assez d'élèves : il fallait donc la fusionner avec une école voisine ! Mais c'était perdre son autonomie à laquelle tenait sa directrice, Sœur Andréa. De plus, depuis plusieurs années, l'école accueillait déjà quelques élèves à problèmes, parfois placées par le juge.

## L'Institut de la Providence d'Etalle

La décision de transformer l'école professionnelle en école spécialisée fut prise par la Congrégation et approuvée par le Ministre de l'enseignement de l'époque, Joseph Michel, un Gaumais ! Sa direction en fut confiée à Sœur Marie-Anne qui était directrice de l'Institut Saint-Joseph de Neufchâteau. Dans le même temps, l'IMP Institut de la Providence vit le jour et sœur Andréa en fut la première directrice. L'école et l'IMP se partageaient les mêmes locaux. Si l'école professionnelle n'accueillit plus de nouveaux élèves dès septembre 1977, elle subsista néanmoins ainsi que son internat jusqu'en juin 1980 pour permettre à ses élèves de terminer leurs études.



↑  
*Le jardin des Sœurs transformé en cour de récréation  
pour permettre les jeux de ballon*

⇐ *Un groupe d'élèves avec Sœur Marie-Anne*

A la rentrée de 1977, le nouvel établissement spécialisé comptait 33 élèves. Dans un premier temps, il développera comme offre d'enseignement « Travaux du bâtiment » et « Services aux personnes » ainsi qu'en forme 2, « Horticulture et petit élevage » jusqu'en 1986-87 avant qu'on ne parle d'« Adaptation sociale et professionnelle ».

La transition vers un enseignement spécialisé et vers la mixité ne fut pas aisée à vivre pour les enseignants mal préparés à leur nouvelle tâche. La cohabitation IMP-enseignement ne fut pas plus simple et il fallut penser progressivement à trouver d'autres locaux pour installer d'abord les ateliers de maçonnerie et de menuiserie. Plusieurs maisons furent achetées et notamment, en 1981, les numéros 18 et 20 de la rue du Moulin : elles seront aménagées pour donner aux garçons les cours pratiques.

Peu à peu, les Religieuses cédèrent le relais. Ainsi, en 1989, Michel Toussaint fut désigné comme directeur en remplacement de sœur Marie-Anne. En 1990, un pouvoir organisateur fut constitué avec, autour des Religieuses et du doyen Robinet, différentes personnalités locales. Les Sœurs de la Providence quittèrent Etalle en 1995 après plus de 140 années de présence dans la commune.

Pour résoudre le problème de locaux, l'Institut de la Providence acquit le 9 septembre 1991, pour la somme de 18 millions de francs le vaste entrepôt de quincaillerie de la firme Genin, construit en 1980. Mais, à part quelques bureaux, il n'y avait que les murs et une structure métallique supportée par des piliers.

## L'Institut de la Providence d'Etalle



*L'Institut de la Providence aujourd'hui*

Commença alors le chantier de l'aménagement, mené en grande partie par les élèves et les enseignants avec l'ouverture de fenêtres, la construction de cloisons, ... Ce fut une belle aventure collective qui se poursuit toujours aujourd'hui car le bâtiment est modulable et peut s'adapter aux besoins de l'école. Les élèves prirent possession de leurs nouveaux locaux progressivement et partiellement : d'abord les garçons et, en septembre 1993, toute l'école y emménagea et les bâtiments purent être inaugurés officiellement.



↳ *Le hall vide et les premiers travaux d'aménagement*

Les anciens bâtiments de l'école et l'habitation des Sœurs, propriété de la commune, furent échangés en janvier 1993 contre les maisons de la rue du Moulin qui avaient servi d'ateliers : ils sont aujourd'hui propriété de l'IMP Institut de la Providence.

L'école a bien grandi : les 33 élèves de la première rentrée en 1977 sont devenus 54 en 1989, 88 en 1997 et 94 en 2010. L'offre d'enseignement s'est aussi diversifiée avec la forme 2 qui regroupe en moyenne un quart de la population scolaire et la forme 3 qui développe 4 métiers : commis de cuisine, aide logistique de collectivité, maçon et ouvrier en entretien du bâtiment et de son environnement.

## L'Institut de la Providence d'Etalle

Après Michel Toussaint, la direction fut assurée successivement par Michel Otjacques de 1993 à 2005 avec un intérim de Jean-Noël Michaux pendant l'année scolaire 1993-1994 et par Michel Neirinckx depuis 2005.

L'école veut former une grande famille : les professeurs travaillent en parallèle et peuvent ainsi, à tous moments de l'année, conduire les élèves vers leur meilleur niveau. Les fins de trimestre regroupent tous les élèves dans des activités diverses : théâtre, sport, chant,... Pour Noël, une journée spéciale est organisée avec la participation active de tous les élèves qui donnent un coup de main là où ils le souhaitent et pas nécessairement dans leur option ; un repas regroupant élèves et enseignants réunit ensuite toute l'école autour d'une grande table.



*Une image symbole de l'école : un mur portant la marque des mains de tous les élèves et enseignants de l'année 2008-2009*

*La visite de la Ministre  
Simonet à Etalle le  
23 avril 2010*



*Philippe MOTTEQUIN*

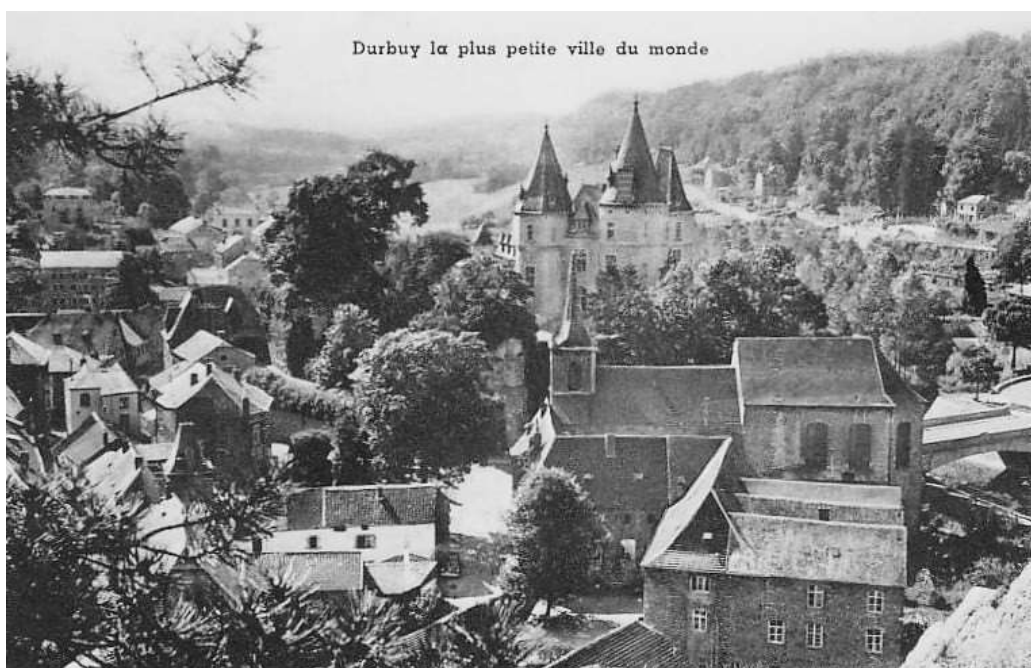
### **Sources :**

- Archives de la Congrégation des Sœurs de la Providence de Champion, de l'évêché de Namur ;
- Différents témoignages ;
- *Souvenir du Centenaire des Sœurs de la Providence et de l'Immaculée Conception (1833-1933)*, Namur, 1933 ;
- *WYNANTS P., Les sœurs de la Providence de Champion et leurs écoles (1833-1914)*, Namur, 1984.

# L'Institut Clairval à Durbuy

## Des murs ancestraux...

Tout commence au Couvent des Récollets à Durbuy Vieille Ville, un bâtiment appelé à être classé comme monument historique en 1988. Ainsi que le révèle une dalle au pignon gauche du presbytère actuel, c'est Laurent le Jeune, chanoine puis doyen de la collégiale Notre-Dame de Maastricht et seigneur d'Ambly, qui fonde le couvent des Récollets au XVII<sup>e</sup> siècle. C'est à ces derniers en effet qu'il cède gracieusement la maison paternelle, alors que le roi d'Espagne Philippe IV vient, le 16 décembre 1628, d'autoriser l'édification du couvent. L'année 1628 voit le début des travaux, qui ne sont pourtant pas encore terminés dix ans plus tard. La construction de l'église du couvent traînera aussi en longueur. C'est cette dernière qui deviendra beaucoup plus tard l'actuelle église paroissiale Saint-Nicolas.



*Sur cette photo ancienne, à l'avant-plan à droite, l'ancien couvent des Récollets*

Le couvent des Récollets accueille alors des Religieux vivant pauvrement, pourvoyant à leur existence par le produit des offices et des quêtes. En 1787, ils sont 25, et seulement 16 dix ans plus tard. Relativement protégés au début de l'occupation française, ils seront cependant expulsés par la loi du 15 fructidor an IV et leurs biens, en petit nombre, vendus. Ce qui reste du couvent deviendra gendarmerie, avec ses hommes et chevaux, jusqu'en 1845. Celle-ci se verra alors obligée d'en céder une partie au curé, à l'administration communale, à la Justice de Paix et à la prison. En 1859, l'ensemble est racheté par le doyen Jean-Joseph Chenot (1809-1870), qui administre Durbuy de 1848 à 1866, pour y installer un orphelinat – l'orphelinat de Sainte-Hélène – qui sera dirigé par les Filles de la Sagesse. Ces Religieuses y ajoutent une école, puis, en 1861, elles y créent un foyer.



## L'Institut Clairval à Durbuy

### Un dévouement exemplaire

Aussitôt, la communauté religieuse présente en ces murs vénérables se dépense sans compter pour les orphelins, tout en dispensant l'enseignement aux jeunes enfants de Durbuy. Sans doute doit-on voir dans cette action remarquable les prémices de l'insertion sociale qui est l'un des grands objectifs de l'institution actuelle.

Après plus d'un siècle de dévouement, les Sœurs, qui ont toujours dû faire face au manque de ressources financières, s'adjoignent l'aide de personnes laïques pour créer une école primaire spécialisée à côté de l'orphelinat et de l'école primaire ordinaire.

A la fin des années 1960, la communauté religieuse cède la gestion de l'institution à des laïcs. L'orphelinat se transforme alors en home pour enfants du Juge, lequel disparaîtra assez vite, en 1973, au profit d'un Institut Médico-Pédagogique. Ce dernier obtiendra immédiatement son agréation car il répond à des carences de structures dans la région. La même année voit la naissance de l'école professionnelle spécialisée et la cession de l'école primaire ordinaire à la commune de Durbuy. Ces écoles spécialisées, primaire et professionnelle, qui s'appelleront un peu plus tard respectivement « La Ruche » et « L'Envol », correspondent à la nécessité de répondre aux besoins des enfants et adolescents en difficultés graves, ne pouvant s'adapter aux structures déjà présentes dans la vie locale.

### Tout autour, une constellation de services

En 1980, l'institution, qui inscrit dans ses priorités la réintégration des jeunes en difficulté, affine son projet thérapeutique et considère que le concept d'insertion sociale ne peut être pratiqué en un seul endroit. Ainsi apparaissent de petites unités de vie dans Durbuy même mais aussi dans la région alentour. Les sièges d'exploitation passeront donc d'un seul en 1980 à huit dix ans plus tard au bénéfice d'une population en augmentation constante, de 75 à 160 dans la même décennie. D'autres projets viendront se greffer sur les entités existantes : le centre de formation pour handicapés en 1983 ainsi que les structures thérapeutiques de jour et d'hébergement pour adultes en 1986.

D'un simple foyer d'orphelins, Clairval, qui a fêté ses 145 ans en 2006, est ainsi devenu une véritable constellation de services regroupés dans l'ASBL Clairval créée le 3 novembre 1969. Le 1<sup>er</sup> janvier 1998, celle-ci fut reprise par l'ASBL ACIS (Association Chrétienne des Institutions Sociales et de Santé). En juin 1999, l'ACIS a constitué une nouvelle ASBL, « Les Ecoles de l'ACIS » pour y loger les six institutions scolaires qu'elle organise.

## L'Institut Clairval à Durbuy



*La Chaumière à Barvaux (hébergement pour adultes) et, dans la maison située à gauche, le centre névralgique de l'ensemble des services*

### **Un déménagement attendu**

Dès la fin des années 1990, face à des bâtiments qui répondent de moins en moins aux normes qualitatives et quantitatives de l'enseignement dispensé à Clairval, il s'avère indispensable de songer à partir vers d'autres horizons... Et c'est le 28 juin 2001 que l'équipe enseignante de Clairval déménage de la rue des Récollets à Durbuy vers sa nouvelle implantation, établie à Barvaux dans une partie des locaux occupés auparavant par Belgacom, à l'angle de Chainrue et de la rue Terre aux Ris. Un déménagement réalisé en une seule journée, grâce à la collaboration efficace de parents d'élèves, d'enseignants et de la 7<sup>ème</sup> Brigade mécanisée du Camp Roi Albert de Marche-en-Famenne !

Très vite, les élèves s'habituent à leur nouveau cadre de vie et expriment leur satisfaction de bien des manières, notamment en exerçant leurs compétences dans l'aménagement, la rénovation, voire la construction des locaux de classe et de vie. Une opportunité pour beaucoup d'entre eux de mettre en pratique leur formation professionnelle : montage de plus de 15 000 blocs par les élèves de maçonnerie pour délimiter les ateliers, fabrication de 250 châssis de fenêtres et de 600 m<sup>2</sup> de lambris, jointoiement, installations électriques, ... de quoi acquérir une maîtrise des techniques

## L'Institut Clairval à Durbuy

professionnelles et de se familiariser avec les conditions et contraintes du monde du travail. Le directeur général de Clairval Jacques Servais s'exprimera d'ailleurs en ces termes : « *Ainsi s'affirme l'objectif principal de l'école qui est de contribuer à construire la personnalité des adolescents, de développer leurs potentialités physiques, intellectuelles et sociales nécessaires pour leur insertion dans la société* ». Ces aménagements, inaugurés officiellement le 19 avril 2002, auront quand même coûté la belle somme de 15 millions d'anciens francs belges !



*La nouvelle implantation barvautoise du Centre scolaire spécialisé Clairval*

### **A la pointe de la pédagogie**

Le Centre scolaire Spécialisé Clairval prend donc en charge les élèves de 3 à 21 ans, qui éprouvent des difficultés d'adaptation dans l'enseignement ordinaire, primaire et secondaire professionnel, se manifestant sous forme de retard intellectuel, de troubles de comportement ou de blocage dans les apprentissages. L'objectif final de leur scolarisation est l'insertion dans le monde du travail correspondant à leurs ressources.

L'école va ainsi développer une pédagogie de la réussite à partir d'une échelle de progression actualisée en permanence avec le jeune, lui rappelant le pourquoi de sa présence à l'école et les socles à franchir en vue d'accéder à des compétences.

Dans le fondamental (74 élèves en 2010), sous la houlette de Mme Marie-Christine Henet, on accueille des filles et garçons de 3 à 13 ans, orientés vers l'enseignement de type 1 (élèves souffrant de déficience légère), de type 2 (élèves souffrant de déficience modérée) et de type 3 (élèves souffrant de troubles du comportement).

## L'Institut Clairval à Durbuy

La méthode de travail mise en place lie les apprentissages et le comportement en une pédagogie globale. Elle se base sur des activités concrètes pour amener l'élève à la connaissance des mathématiques et de la langue française. Quant aux classes-ateliers, elles permettent un enseignement le plus différencié possible, avec un programme scolaire adapté. Dans les activités complémentaires figurent la psychomotricité relationnelle, la natation, l'informatique, le théâtre, les visites extra-scolaires, les classes de dépaysement.

Sous la responsabilité de M. Marc Hubert, l'Ecole Secondaire (E.P.S.I.S.) est organisée selon les trois types d'enseignement définis plus haut et les formes 1, 2 et 3, avec les orientations suivantes : Construction (entretien du bâtiment et son environnement), Services aux personnes (services sociaux et familiaux) et Hôtellerie, alimentation (cuisine). Pour les enseignements de type 1 et 3, après 5 années d'études, les élèves (149 en 2010) peuvent obtenir un certificat de qualification et, après une sixième année, un certificat de perfectionnement ; pour l'enseignement de type 2, ce sera l'intégration progressive dans le monde du travail protégé et la possibilité de fréquenter l'école jusqu'à 21 ans.

### Une mobilisation et des aides tous azimuts

Tant pour le fondamental que pour le professionnel spécialisés, la mobilisation de l'équipe éducative est maximale, ainsi par exemple lorsqu'il s'est agi, en 2003, pour les professeurs d'éducation physique, aidés de quelques professionnels en la matière, de construire un mur d'escalade. Et combien de projets généreux n'ont-ils pas vu le jour au bénéfice des jeunes accueillis à Clairval ! On rappellera notamment les nombreux voyages à l'étranger, les concours d'affiches, la mise en scène de spectacles, les classes vertes et de dépaysement, les journées découvertes de la région et autres Olympiades des Langages.

Bien sûr, dans une structure spécialisée comme celle de Clairval, et surtout lorsqu'un déménagement s'est imposé, les finances ont bien besoin d'oxygène. En plus des dons divers, on connaît bien dans la région la célèbre opération « Chocolat »... Mais aussi, depuis six ans déjà, cette marche gourmande qui rassemble fin septembre celles et ceux qui, comme les responsables de l'ensemble des structures de Clairval, sont convaincus que l'éducation et la prise en charge des jeunes et des moins jeunes fragilisés de quelque manière méritent soutien et reconnaissance.

*Christian ROBINET*

### Sources :

- Divers documents, notamment fournis par les responsables du Centre scolaire spécialisé Clairval à Barvaux ;
- ROBINET C. *et alii*, *Durbuy et la région*, Les guides Télétourisme, Racine-RTBf, Bruxelles, 2010.

# L'Institut Notre-Dame, enseignement spécialisé, de Philippeville

## Les Sœurs de Notre-Dame à Philippeville

En 1837, pour répondre à la demande des autorités communales, relayée par le doyen Grosjean, les Sœurs de Notre-Dame de Namur créent une école à Philippeville (\*). De primaire, l'offre d'enseignement s'élargit avec une école moyenne et une école professionnelle.

En 1970, les Sœurs quittent les écoles et l'internat de Philippeville en cédant le relais à une ASBL « Institut Notre-Dame, Philippeville », composée de laïcs et avec, comme membre de droit, le doyen de la localité, Nicolas Duwez. Vers 1977, ce comité fait appel aux Frères des Ecoles chrétiennes pour l'épauler dans sa tâche.

Les bâtiments des écoles furent cédés par les Sœurs de Notre-Dame en 1973 à l'ASBL des œuvres du doyenné de Philippeville.

## Le Centre Mutien-Marie

Depuis plusieurs années, les deux écoles Notre-Dame, et spécialement l'école professionnelle, connaissaient des difficultés de recrutement et l'idée germa de transformer cette dernière en école d'enseignement secondaire spécialisé comme cela venait de se réaliser à Etalle (\*\*). Dans le Luxembourg ou à Houdeng-Aimeries dans le Hainaut.

Pour ce faire, l'asbl « Centre Mutien-Marie » est créée en 1978 par le doyen de Philippeville et des Frères des Ecoles chrétiennes avec comme objet « l'organisation et la gestion d'un institut médico-pédagogique ». Un peu plus tard, on ajoutera dans les statuts : « et l'organisation d'un établissement d'enseignement secondaire spécial ». Il s'agissait aussi de compléter l'offre d'enseignement spécialisé dans la région puisqu'une école primaire libre spéciale existait à Florennes où un IMP accueillait les enfants de 6 à 12 ans.



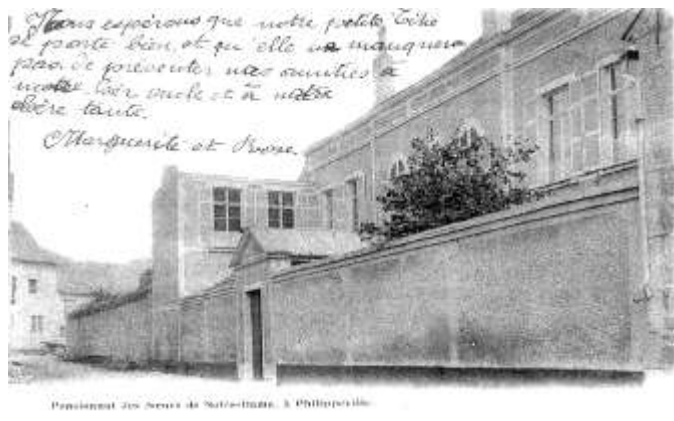
Autocollant mis en vente pour récolter des fonds

Ces deux institutions nouvelles s'installèrent dans la partie la plus ancienne des bâtiments occupés par les Instituts Notre-Dame d'enseignement ordinaire, jouxtant la rue des Récollets, et construits à partir de 1845.

(\*) Voir sur l'histoire de l'Institut Notre-Dame, enseignement ordinaire, de Philippeville, *Histoire des écoles secondaires libres du diocèse de Namur-Luxembourg*, t. I, juin 2008, pp.37-44.

(\*\*) Voir l'histoire de l'Institut de la Providence d'Etalle dans cet ouvrage, pp. 58-64.

## L'Institut Notre-Dame, enseignement spécialisé, de Philippeville



*L'entrée du Pensionnat des Sœurs de Notre-Dame au début du siècle dernier*

*La même entrée aujourd'hui qui est celle de l'Institut Notre-Dame, enseignement spécialisé* ⇒



### L'école spécialisée

Le 4 septembre 1978, une trentaine d'élèves (24 reconnus officiellement au 1<sup>er</sup> octobre 1978) firent leur entrée dans la nouvelle école, ou plus exactement dans l'implantation de l'Institut Notre-Dame spécialisé de Chimay. En effet, la transformation « école professionnelle - école secondaire spéciale » ne fut pas acceptée par le Ministère et il fallut attendre les premiers mois de 1981 pour qu'un arrêté royal reconnaisse l'école de Philippeville comme école autonome.

D'autres difficultés se dressèrent sur la route du nouvel Institut et mirent sérieusement son existence en question. L'IMP, qui avait le même PO et le même directeur que ceux de l'école, avait reçu pour sa mise en route d'importants subsides du Ministère de la Santé, subsides qui furent utilisés un peu trop largement et en grande partie pour l'installation de l'école. Les vérificateurs du Ministère de la Santé exigèrent de l'IMP le remboursement de plus de 30 millions de francs belges, dette qui obéra pendant longtemps la vie des deux institutions et de leurs bienfaiteurs. Le 13 juin 1983, l'ASBL « Ecole spéciale secondaire Mutien-Marie » fut constituée, ce qui séparait juridiquement les deux institutions. Il faut aussi remarquer que le nom officiel de l'école tel que repris dans les statuts n'a été que très peu utilisé et qu'il a fait rapidement place à l'appellation d'aujourd'hui. Un document de 1982 précise même pour le nom de l'école : « appelé communément Institut Notre-Dame ».

## L'Institut Notre-Dame, enseignement spécialisé, de Philippeville



*Le parc de l'école avec, sur la droite, les serres qui furent utilisées pour les cours d'horticulture*

La population scolaire grimpa très vite : en 1982, l'école comptait 117 élèves, chiffre qui ne fut plus jamais atteint depuis. L'offre d'enseignement était large : outre la forme 2, on retrouvait en forme 3 : travaux du bâtiment, services aux personnes avec entretien du bâtiment et de l'environnement, travaux de restaurant et cuisine de collectivité, buanderie et lingerie de collectivité. Des problèmes de locaux se posèrent donc rapidement et, comme on voyait grand, on pensa à la construction d'une nouvelle école sur un terrain donné pour cet objectif à l'ASBL décanale par le notaire Deckers. Des plans furent établis mais les problèmes financiers mirent un terme à ce beau projet. Par contre, dès 1982, on avait installé sur une partie de ce terrain situé près de la chapelle Notre-Dame des Remparts, cinq halls métalliques pour les cours d'ateliers plus masculins et pour les cours d'éducation physique. Un de ces halls fut plus tard revendu.



*Les halls métalliques. On aperçoit dans le fond de la photo la chapelle Notre-Dame des Remparts, ancienne poudrière de la forteresse de Philippeville*

## L'Institut Notre-Dame, enseignement spécialisé, de Philippeville

Le problème de locaux ne pouvait donc plus trouver de solutions qu'à l'intérieur du site. La cohabitation dans un espace exigu entre l'IMP et l'IND spécialisé ne fut pas toujours simple : règles de vie différentes, horaires parfois difficiles à concilier, répartition budgétaire, etc. Peu à peu, l'IMP commença à essaimer dans la région : en 1982, un centre occupationnel pour enfants non scolarisés s'installa à Nismes et ensuite à Jamagne. Avec le vieillissement de sa population, le Centre Mutien-Marie se tourna progressivement vers les handicapés adultes avec des maisons à Yves-Gomezée en 1986, à Anthée en 1987. D'autres furent créées par la suite. En 1992, il ne resta plus sur le site de Notre-Dame que le centre administratif qui s'installera à Florennes en août 1997. L'autre utilisateur du site, l'Institut Notre-Dame enseignement ordinaire, fut confronté lui aussi au manque criant de locaux, d'autant que sa population passa de 140 élèves au départ des Religieuses à plus de 900 en 2010 : tout cela aiguïsa au fil des années de vifs appétits sur les espaces occupés par l'autre école. Un bail emphytéotique donné en 2009 par l'ASBL décanale à l'école spécialisée clarifia les zones d'occupation de chacun. Un vaste bâtiment aujourd'hui en chantier devrait permettre de solutionner ce problème lancinant.



↑ *Un atelier dans un des halls métalliques*

*Les randonnées du langage de 2008 organisées à Philippeville par le SeDESS Namur-Luxembourg pour les écoles spécialisées du diocèse* ⇒





## **L'Institut Notre-Dame, enseignement spécialisé, de Philippeville**

Plusieurs directeurs se sont succédé à la barre de l'établissement : après Michel Davin et un bref intérim d'Alex Delbecque, André Barbier, Edmond Férir et Carlos Corman dirigèrent successivement l'établissement. Pendant l'année scolaire 2008-2009, un trio composé de personnes de bonne volonté prit en charge les destinées de l'école. Depuis la rentrée de 2009, Karin Salentiny occupe la fonction.

L'offre d'enseignement s'est peu à peu modifiée : on retrouve toujours la forme 2 ; en forme 3, le secteur construction est représenté par le métier d'ouvrier en entretien du bâtiment et de son environnement ; le secteur hôtellerie-alimentation par le métier de commis de cuisine et de commis de cuisine de collectivité et le secteur industrie par le métier d'aide mécanicien garagiste. Depuis 2007, l'alternance est proposée aux élèves en collaboration avec le Cefa des Fagnes. Pendant deux ans, de 2006 à 2008, un projet SASS (Structure scolaire d'aide à la socialisation) a été expérimenté.

*Philippe MOTTEQUIN*

### **Sources :**

- Différents documents conservés dans l'école ;
- Différents témoignages.

# L'École Professionnelle Saint-Lambert à Bonneville

## Les origines de l'école

Si l'école professionnelle Saint-Lambert de Bonneville a été créée en 1968, elle est l'héritière d'une longue histoire qui selon les sources, débute en 1894 ou 1896 par l'ouverture, à Hollogne-aux-Pierres en province de Liège, de l'Institut Saint-Lambert par les Frères de la Charité de Gand, organisant au début pour les garçons un enseignement ordinaire et un internat.

La Congrégation des Frères de la Charité de Gand a été fondée en 1807 par le chanoine Pierre-Joseph Triest, surnommé le Saint Vincent de Paul belge. Il confia à sa congrégation le soin des personnes âgées. Peu à peu, son champ d'action s'élargit aux soins aux malades mentaux et aux handicapés ainsi qu'à l'enseignement (\*).



*L'institut Saint-Lambert à Hollogne-aux-Pierres*

A partir de 1909, les Frères accueillirent à Hollogne-aux-Pierres, des « garçons anormaux éducatibles » de 10 à 21 ans qu'ils hébergèrent dans leur internat. Des ateliers techniques en couture et dans le travail du cuir permettaient aux jeunes d'acquérir une certaine qualification. Des activités de français et de calcul étaient également organisées sans qu'il s'agisse réellement d'une école. Des handicapés grabataires furent également pris en charge.

La Congrégation jugea trop coûteuse la réparation des bâtiments d'Hollogne, construits sur un site minier. Elle acheta donc en 1960 à Bonneville le château de Rouvroy et les terrains qui l'entouraient ; au fil des achats successifs, ceux-ci atteignirent une superficie de 15 hectares. La Congrégation des Frères de la Charité de Gand n'était pas inconnue dans la région : c'était à elle que le doyen Cartiaux d'Andenne avait fait appel pour créer la première école primaire libre pour garçons en 1911. C'est elle aussi qui ouvrit en 1921 une école moyenne, toutes deux installées à la rue Bertrand. Les Frères quittèrent Andenne en 1929 (\*\*).

(\*) Sur l'origine et l'action dans l'enseignement de la Congrégation des Frères de la Charité de Gand, voir *Un siècle d'enseignement libre*, Bruxelles, 1932, pp. 410-422.

(\*\*) *Histoire des écoles secondaires libres du diocèse de Namur-Luxembourg*, t.II, juin 2009, pp.81-82.

## L'Ecole Professionnelle Saint-Lambert à Bonneville



*Le château de Rouvroy à Bonneville qui avait appartenu au notaire Schellinx*

La première pierre des nouveaux bâtiments fut posée le 1<sup>er</sup> juin 1961 et l'inauguration officielle fut célébrée le 15 juin 1963. Mais, dès 1962, entre le 19 et le 21 novembre, s'effectua le déménagement d'Hollogne-aux-Pierres vers Bonneville. Les Frères transférèrent aussi au même moment d'autres jeunes qui étaient hébergés dans l'une de leurs maisons à Casteau. D'où, dès le début, l'Institut Saint-Lambert accueillit 270 jeunes, l'effectif atteignant très rapidement le maximum, soit 340. La construction d'un nouveau bâtiment permit en 1970 d'héberger 370 jeunes sur le site. Le château de Rouvroy, qui avait abrité les ouvriers pendant la construction, fut détruit au terme de celle-ci. Il se situait à l'emplacement du parking à droite de l'entrée.



*Vue aérienne de l'ensemble du site ; le pavillon 1 est la salle de gym ; les pavillons 2 étaient occupés par l'école secondaire pendant les premières années ; le 3 est le bâtiment de l'école aujourd'hui*

## L'École Professionnelle Saint-Lambert à Bonneville

### Les débuts de l'école

Afin d'obtenir des moyens supplémentaires tout en apportant une meilleure structure d'éducation, une école primaire spéciale fut créée sur le site en 1963 sous la direction du frère Abel (Hyacinthe Marchal) ; elle prenait en charge les jeunes de 10 à 16 ans, pensionnaires de l'Institut Saint-Lambert ; pour les plus âgés, existaient comme à Hollogne des ateliers et des activités dans certaines disciplines. En 1967, un quatrième degré avec 3 classes fut attaché à l'école primaire. L'année suivante, ce quatrième degré fut transformé en école professionnelle couvrant la forme 1 pour les handicapés sévères mentaux et la forme 2 pour les handicapés modérés, ce qui permit la prise en charge des internes de l'institut jusqu'à 21 ans. De nouveaux ateliers furent ouverts à côté de ceux de couture et du travail du cuir fonctionnant déjà à Hollogne : reliure, brochage-assemblage de revues, boulangerie, maçonnerie, ferronnerie, peinture, horticulture. Le Frère Concorde (Georges Deblaere) fut le premier directeur de l'école secondaire qui occupait sur le vaste site trois pavillons, dont un réservé aux cours d'éducation physique.



*La visite de la reine Fabiola en janvier 1969, accompagnée par les Frères Abel et Concorde, les directeurs de l'école primaire et de l'école professionnelle*

Après l'année de probation, l'école fut reconnue par le Ministère en 1969. Sa population, composée uniquement des jeunes garçons internes à l'IMP Saint-Lambert, augmenta rapidement : de 120 élèves en 1969-1970, elle atteignit son maximum en 1973-1974 avec 238 élèves.

### L'évolution de l'école

Étroitement liées à l'Institut Saint-Lambert, devenu en 2000 « Centre orthopédagogique Saint-Lambert », les écoles primaire et secondaire allaient subir de plein fouet la politique d'accueil des adultes mise en place progressivement par cette institution. Sollicité par les parents pour garder leurs enfants handicapés devenus adultes, mais aussi pour répondre aux exigences de l'Awiph, l'Institut modifia à plusieurs reprises sa demande d'agrément pour lits destinés aux majeurs et devant remplacer des lits pour mineurs ; il n'accueille plus aujourd'hui que des adultes.

L'école primaire dut fusionner en 1988 avec le Centre scolaire Claire d'Assise de Bouge et ne garda plus d'élèves sur le site.

## L'Ecole Professionnelle Saint-Lambert à Bonneville



*Le bâtiment de l'école aujourd'hui*

Pour l'école secondaire, ce fut une longue érosion dramatique du nombre d'élèves : on passa de 153 en 1974-1975 à 18 en 1995-1996, à la limite donc du maintien de l'école. Aujourd'hui, en 2010, l'établissement compte 32 élèves. Pour survivre, l'école s'était ouverte depuis 1983 à l'externat et à la mixité. Des collaborations se sont tissées dès 1983 avec l'IMP de l'Enfant Jésus de Ciney où, à la fin des années 1990, Bonneville ouvrit une classe pour les moins valides. Lors du déménagement de l'école des Capucines vers le Mont de La Salle à Ciney en septembre 2005, cette classe fut aussi transférée au même endroit. Cette délocalisation se termina en juin 2006.

En 1977, Germain Dumay devint le premier directeur laïc de l'école secondaire ; en 2004, il fut remplacé par Gisèle Bodart, l'actuelle directrice.



*La cour de récréation intérieure mettant en scène le marsupilami,  
réalisée par deux professeurs de l'école*

## L'Ecole Professionnelle Saint-Lambert à Bonneville

L'école se dota pendant l'année scolaire 1988-1989 d'un Snoezelen, un espace d'éveil sensoriel et de relaxation réparti sur deux grands locaux. Des dégâts dus à l'eau interrompirent pendant quelques années l'utilisation de cet outil que le manque de fonds inhérents à la petite taille de l'école ne permit pas de réparer immédiatement. Mais c'était sans compter sur le dynamisme de l'équipe éducative qui, avec diverses aides et notamment celles de services clubs, parvint à donner en 2006 une nouvelle vie à cet espace bien nécessaire au développement des élèves de forme I et de forme 2. Ce dynamisme fut d'ailleurs reconnu par l'attribution à la directrice en 2006 du titre d'Andennaise de l'année. D'autres projets comme celui de la création d'une cour extérieure, sont aujourd'hui en chantier.

*Philippe MOTTEQUIN*

### Sources :

- *Bonneville, regards sur un village*, Bonneville, 2001, pp. 197-200.
- Différents témoignages, dont le dossier préparé par L. Duykers.
- *Il était une fois l'école Saint-Lambert ...*, s.l., n.d.



*Photo prise lors du spectacle présenté à Gesves en octobre 2010 par les élèves de Bonneville devant les élèves et les parents de l'école primaire ordinaire de Gesves. Le défi était d'ouvrir un autre public au monde du handicap et de faire reconnaître les élèves du spécialisé par un public différent : pari audacieux... et réussi !*

# L'EPSIS Saint-Nicolas à Namur

## Kegeljan

Kegeljan, ce nom bien connu des Namurois (\*), est indissociablement lié à l'histoire de l'EPSIS Saint-Nicolas.

Le décès en 1886 de Fernand Kegeljan incita sa mère, Louise Godin, à consacrer une grande partie de sa fortune à la création d'un hospice destiné à héberger et à soigner les enfants nécessiteux de Namur, atteints de tuberculose, de rachitisme ou de malformation osseuse. Elle fit édifier à l'avenue de Marlagne à Salzinnes un bâtiment imposant où, sur la façade, on peut toujours lire l'inscription « Fondation Louise Kegeljan-Godin 1889 ». Cette institution fut inaugurée en 1889 en présence des plus hautes autorités religieuses et civiles de Namur. Sa gestion quotidienne fut confiée aux Sœurs de la Charité, une congrégation fondée à Namur en 1734 par Marie-Martine Bourtombourt.



*L'hospice au début du 20<sup>ème</sup> siècle*

Cet établissement comptait 160 lits, une salle d'opération et un cabinet médical ultramoderne. De 1889 à 1908, 307 opérations chirurgicales y furent pratiquées. Outre les soins prodigués, des cours étaient également assurés par des institutrices pour éviter que l'hospitalisation des enfants ait des conséquences sur leur scolarité. Cet hospice fut l'œuvre de la vie de Louise Godin qui surveillait personnellement son établissement où elle s'était réservé un appartement. Elle décéda en 1938.

L'évolution des établissements de soins et de traitement ainsi que des difficultés financières amenèrent le conseil d'administration de la Fondation à recadrer ses objectifs.

(\*) Franz Kegeljan (1847-1921), époux de Louise Godin et père de Fernand Kegeljan, était un artiste peintre qui illustra, dans de nombreuses œuvres, l'histoire de Namur, sa ville natale. Sa maison, qu'il avait fait construire à la rue de Fer, fut achetée par la Ville de Namur en 1919 pour y installer l'hôtel de ville. La façade porte encore le monogramme « K G » (Kegeljan-Godin).

## L'EPSIS Saint-Nicolas à Namur



*Vue aérienne du site Kegeljan*

### Fondation de l'IMP et de l'école

En 1955, le C.A. décide de confier à la Ligue Nationale pour Handicapés (\*) la gestion de l'établissement qui se spécialisera dorénavant dans l'accueil et l'éducation de jeunes garçons présentant des déficiences mentales : l'IMP Kegeljan (pour 60 internes et 30 semi-internes) et l'EPSIS Kegeljan voient donc le jour. La direction en est confiée à Jean Toussaint, sorti frais émoulu de l'école de l'Abbaye d'Aulne. Pour respecter la philosophie de la Ligue qui souhaitait que la direction soit assumée par une personne dont la famille habite dans l'institution, celui-ci épouse sans tarder sa fiancée Madeleine Koeune. Dès l'origine, ce sont des formations dans les métiers de la construction qu'offre l'école, d'abord la maçonnerie, puis le carrelage et le plafonnage. Des formations aux métiers de la toiture furent également organisées. Dans les premières années, on a ouvert une classe primaire pour les plus jeunes. L'école a aussi rapidement accueilli des élèves externes.

(\*) La Ligue fut fondée le 13 mars 1954 par Georges Fouarge sous le nom de « Pro infirmis ». Pour éviter toute confusion avec une autre institution qui portait le même nom, elle est devenue la Ligue Nationale pour Handicapés le 4 avril de la même année. C'est une fédération de structures adaptées aux différents besoins et problématiques présentés par les jeunes ou adultes en difficulté.



## L'EPSIS Saint-Nicolas à Namur

**INSTITUT  
FERNAND  
KEGELJAN**

**ETRE PRET POUR LA REPRISE DANS LE SECTEUR CONSTRUCTION, C'EST ÊTRE PORTEUR D'UN CERTIFICAT DE QUALIFICATION.**

**L'ÉCOLE PROFESSIONNELLE SECONDAIRE INFÉRIEURE**  
vous propose de devenir  
MAÇON - FERRAILLEUR  
COFFREUR - CARRELEUR  
PLAFONNEUR  
ARDOISIER - COUVREUR

L'Institut Kegeljan met 30 années d'expérience d'enseignement spécial et de thérapie institutionnelle à la disposition des jeunes gens de 13 à 21 ans, rencontrant des difficultés dans leur vie scolaire ou familiale.

52 Avenue de Marlagne - 5000 NAMUR  
Tél. : 081/733 42 52  
INTERNAT - SEMI-INTERNAT - EXTERNAT

*Affiche de publicité pour l'école dans le milieu des années '80*



*Les ateliers de maçonnerie sous le hangar dans le parc*



Au début, les ateliers de maçonnerie étaient situés dans les caves du bâtiment. Pour permettre de disposer de plus d'espace et de hauteur, on installa dans le parc un hangar métallique.

En janvier 1984, un incendie ravageait le deuxième étage et la toiture du bâtiment. De gros travaux furent nécessaires pour remettre l'établissement en état. Pendant plusieurs mois, les cours généraux se donnèrent dans l'orphelinat Saint-Jean-de Dieu tout proche.

Jean Toussaint céda la direction de l'IMP à Baudouin Roger en 1987 tout en conservant la direction générale et celle de l'école jusqu'à son décès en 1993. Il fut remplacé à ce dernier poste par Jean-Paul Noël.



*La reine Fabiola, que l'on voit ici avec le premier directeur, Jean Toussaint, honorerait de sa présence en 1989 le centième anniversaire de la création de « Kegeljan »*

## L'EPSIS Saint-Nicolas à Namur

En 1997, l'IMP achète à Ham-sur-Sambre la ferme des Praules pour y accueillir une quinzaine de jeunes : c'est le début de l'essaimage de l'institution vers des structures plus petites et aussi vers un public adulte. La même année, l'EPSIS Kegeljan ouvre une forme 2 qu'elle délocalise également sur le site de la ferme des Praules. La plupart des jeunes qui fréquentent la forme 2 viennent d'ailleurs de cette implantation de l'IMP Kegeljan.



*La ferme des Praules à Ham-sur-Sambre*

Le 14 janvier 1999, l'établissement de Salzennes subira un deuxième incendie qui entraînera la mort d'un jeune résident de l'IMP, devenu SRJ.

La vétusté de ce bâtiment, sa taille, son inadaptation aux exigences ministérielles amèneront la Fondation Louise Godin, pouvoir organisateur du SRJ Kegeljan, à le vendre : le parti écolo s'en porte acquéreur en juillet 2000 pour la somme de 30 millions de francs belges. Cette nouvelle situation ne fera pas les affaires de l'école, obligée de chercher une nouvelle implantation.

## L'EPSIS Saint-Nicolas à Namur

### L'Epsis Saint-Nicolas



*La façade du bâtiment actuel de l'Epsis sur laquelle on peut lire gravé dans la pierre, « Ecole Saint-Nicolas », le nom de l'ancienne institution scolaire qui occupait ces locaux*

Après de nombreuses recherches, le choix s'est porté sur un bâtiment de la rue de Balart à Namur qui avait été occupé jusqu'en 1999 par une école primaire, résultat d'une première fusion en 1988 entre l'école Notre-Dame pour les filles et l'école Saint-Nicolas pour les garçons, toutes deux situées dans cette rue, et d'une deuxième en 1997 avec l'autre école primaire Notre-Dame de Namur. L'EPSIS avec sa forme 3 s'installe le 8 janvier 2001 dans les bâtiments de l'ancienne école primaire Saint-Nicolas et prend le nom d'EPSIS Saint-Nicolas. Le P.O. de l'école spécialisée, la Ligue Nationale pour Handicapés, acquiert le site un peu plus tard. Il achète également en 2010 les installations d'un marchand de charbon situées juste en face de l'école, le long du chemin de fer. Les travaux de construction d'une salle de sport et d'ateliers sont prévus pour l'année scolaire 2011-2012 (\*).

(\*) Ces bâtiments réalisés en partie par les élèves, devraient pouvoir être opérationnels en septembre 2014.



*Vue d'ensemble des futurs bâtiments qui devraient être construits en 2011-2012*

## L'EPSIS Saint-Nicolas à Namur

En septembre 2010, l'Epsis s'est ouverte à l'alternance en lien avec le Cefa libre de Namur. Dirigée aujourd'hui par Vincent Jacobs depuis le départ à la Fédération de l'enseignement catholique de Jean-Paul Noël, l'école compte 65 élèves au 15 janvier 2011. Un autre projet, à côté de celui des nouvelles constructions, devrait voir le jour à la rentrée 2011 : la réintroduction dans l'offre de formation d'une section « couverture du bâtiment ».

*Philippe MOTTEQUIN*

### **Sources :**

- *L'Institut Kegeljan fête ses 50 ans, 1955-2005*, s.l., n.d. (document dactylographié) ;
- *L'Institut Kegeljan dans Namur Magazine*, mars 2001, pp. 32-33 ;
- *Intra muros*, numéro spécial, périodique d'information du 25<sup>ème</sup>, s.l., n.d. (document dactylographié) ;
- *Centenaire de l'Institut Fernand Kegeljan, Fondation Louise Godin, 30 mai 1889-30 mai 1989*, s.l., n.d. ;
- BAUDHUIN J. et BRUCH V., *Franz Kegeljan*, Namur, 1986.

# L'Institut Saint-Joseph de Libramont-Bertrix

C'est à partir de 1858 que Libramont s'est affirmé comme un centre de plus en plus important, précisément à partir de la ligne de chemin de fer Arlon-Bruxelles, inaugurée cette année-là par le roi Léopold I<sup>er</sup>. Autrefois, il ne s'agissait en effet que d'un hameau de la commune de Saint-Pierre...

## Une loi décisive !

En 1879, c'est la loi Van Humbeeck, du nom de ce premier ministre de l'instruction belge, franc-maçon notoire, appelée aussi « loi de malheur », toute pétrie de laïcité : l'Etat confie alors l'enseignement à ses seuls établissements, oblige chaque commune à avoir une école primaire neutre et interdit de subsidier d'autres écoles primaires. La réaction ne se fera pas attendre : les évêques de Belgique ordonnent à chaque curé de paroisse d'ouvrir une école « libre » à côté de l'école communale en place, pour permettre à ses ouailles de ne pas imposer à leurs enfants les principes jugés malhonnêtes de la loi en question. Si les locaux sont souvent de fortune et le personnel improvisé, ces écoles vont connaître immédiatement un immense succès aux dépens de l'enseignement officiel. Ce sera le cas de l'école primaire libre mixte, ouverte à Lamouline en 1881, sous le pastorat de l'abbé Bozet, et qui compte quelque 65 élèves. Le nombre des élèves augmentant, il faut trouver de nouvelles classes, ainsi, en 1882, pour les garçons à la Grand-rue.

Après la suppression de la « loi de malheur » en 1884, les choses rentrent dans l'ordre à Libramont jusqu'à l'incident de 1896 suscité par le souhait du curé de la paroisse, l'abbé Arnould Fayon, originaire de Termes (Chiny), de faire engager une Religieuse pour assurer le dédoublement d'une classe de l'école communale. Devant le refus de la commune, l'abbé Fayon décide de créer un comité scolaire catholique. Lui-même ira frapper à la porte de plusieurs congrégations avant que ne répondent positivement les Filles de Marie de Pesche. Une maison, la « Fontaine aux Mûres », est achetée en 1896 à la rue du Village pour la somme de 2 700 francs. Libramont compte alors 700 habitants.

## L'action des Religieuses

Dans cette maison typiquement ardennaise, le corps de logis sert de logement aux Religieuses, la grange est aménagée en classe primaire et le fenil en classe gardienne. Très rapidement, l'école nécessite de nouveaux aménagements : dès son ouverture, en effet, elle compte déjà 75 enfants. Ce chiffre passera à 100 en novembre 1897 et à 124 deux ans plus tard. La réputation de cette école est liée à l'action appréciée des Sœurs, particulièrement de Sœur Ferdinande (Catherine Marcq), considérée comme une véritable mère autant par ses consœurs, dont elle est la supérieure, que par les enfants de l'école. Elle enseignera jusqu'en 1915.

En 1897, le 28 février très précisément, le comité catholique scolaire évoqué plus haut est officiellement créé. Il décide d'agrandir le bâtiment « Fontaine aux Mûres ». Deux ans plus tard, Libramont devient paroisse et commune indépendantes. La cité aura donc son église, son presbytère et son curé qui se chargera de l'école. A l'arrivée de ce dernier en la personne de l'abbé Deremiens, l'école catholique est reconnue par l'Etat et compte 159 élèves. Son successeur, l'abbé Alexandre Debry, découvrira une école catholique florissante mais dont le financement constituera pour lui un souci constant, jusqu'à son départ en 1922.

## L'Institut Saint-Joseph de Libramont-Bertrix

Signalons qu'en 1899, une école dominicale est ouverte pour les jeunes filles de plus de 12 ans : elle dispense, outre les cours généraux, des leçons d'hygiène et d'économie domestique. C'est à la rentrée de 1914 qu'un instituteur est engagé et qu'une classe primaire pour garçons est installée au patronage, lequel a été inauguré quatre ans auparavant. En 1921, une école ménagère agricole tenue par les Sœurs dans la lignée de l'école dominicale, accueille les filles ayant terminé leur enseignement primaire.

En 1923, les Sœurs de la Doctrine chrétienne remplacent les Filles de Marie de Pesche et s'installent dans la localité. Elles prennent en charge l'école primaire filles et la classe gardienne mixte à la rue du Village, ainsi que l'école ménagère. Existente aussi l'école des garçons à la Grand-rue, ainsi qu'une école du soir et une école industrielle libre. L'école ménagère disparaîtra en 1927, faute de locaux après le dédoublement d'une classe de l'école des filles.

Pour l'année scolaire 1937-1938, un nouveau bloc scolaire est occupé par l'école des garçons au « Champ des Oiseaux », à la Grand-rue ; il sera détruit par un bombardement en 1944, les élèves devant émigrer dans un bâtiment à proximité du pont du chemin de fer. On le reconstruira et on le prolongera en 1951. Quant au bâtiment « Fontaine aux Mûres », il sera anéanti en 1940 et ne sera pas reconstruit. Toutes les écoles seront alors regroupées sur le site de la Grand-rue où, dans l'attente de la nécessaire reconstruction, des baraquements en bois seront édifiés.

### L'Institut Saint-Joseph de Libramont

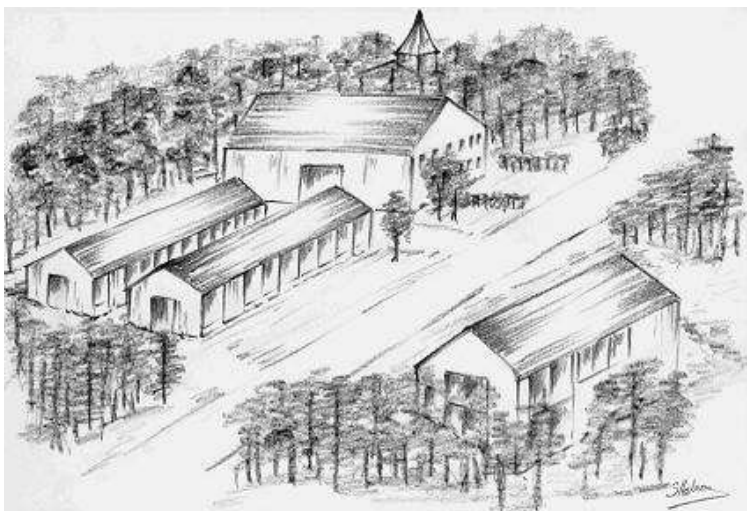
A l'initiative du comité scolaire paroissial, l'école moyenne des filles ouvre ses portes en 1956 à la Grand-rue : elle devient l'Institut Saint-Joseph. C'est le départ de l'enseignement secondaire libre libramontois, sous la houlette de Sœur Sainte-Edmonde. L'année suivante, une salle de gymnastique et huit nouvelles classes voient le jour. Il faudra attendre 1968 pour décider d'ajouter un étage au bâtiment en question.



*A gauche, l'implantation d'origine à la grand-rue à Libramont, à droite l'état actuel du bâtiment agrandi et occupé par la seule école primaire et gardienne*

L'année 1968 voit aussi le décès de la première Religieuse directrice : elle sera remplacée par Sœur Christiane. En 1970, l'école moyenne accueille la mixité et, en 1971, une nouvelle directrice en la personne de Sœur Marie-Edmonde. Pour la petite histoire, la directrice n'était pas diplômée... et c'est Sœur Alix, directrice de l'Institut Notre-Dame du Sacré-Cœur de Bertrix, qui signait tous les documents officiels ! Sœur Marie-Edmonde passera le relais à Maria Nicolay en 1979. Deux ans auparavant, l'école était entrée dans le rénové.

## L'Institut Saint-Joseph de Libramont-Bertrix



*Les constructions modulaires au site de Bonance à Libramont  
(dessin de Stéphane Habran, professeur)*

En 1980, c'est l'ouverture de la quatrième rénoverée et le début de la construction, sur le site de Bonance, sur un terrain cédé par les Pères dominicains voisins, de deux bâtiments à destination de l'enseignement secondaire. Ils seront inaugurés en 1981. L'année suivante, le cycle des Humanités générales est complet (premiers diplômés en juin 1983) et un troisième bâtiment est opérationnel au même endroit. L'offre d'enseignement s'est ouverte un moment à l'enseignement technique avec, au 2<sup>ème</sup> degré, l'option Auxiliaire en relations familiales et sociales (entre 1982 et 1984) et, au 3<sup>ème</sup> degré, l'option Tourisme (entre 1983 et 1989). En juillet 1991 se terminent les travaux de construction d'un quatrième bloc.



*Au bloc 3, le centre cyber-média et les laboratoires*

## L'Institut Saint-Joseph de Libramont-Bertrix

### L'école technique communale de Bertrix

Celle-ci voit le jour en 1948. La direction en est confiée par la commune aux Frères des Ecoles Chrétiennes qui organisent déjà à Bertrix une école fondamentale et une école moyenne pour garçons, l'Institut Notre-Dame du Rosaire (\*). Les bâtiments de cette école seront édifiés par la commune sur un terrain appartenant à l'asbl décanale, selon les plans de l'architecte Roger Bastin. C'est l'époque du doyen Gavroy, du bourgmestre Pierre Hocquet et du secrétaire communal Henri Mahy.



*L'école des Frères (actuellement école primaire libre) avec, en contrebas, le petit bâtiment, point de départ de l'école technique de Bertrix*

Le Frère Materne (Emile Collignon) est le premier directeur de cette nouvelle école avec l'électromécanique comme offre d'enseignement. Quatre enseignants, véritables pionniers, y dispensent les cours techniques : MM. Bruaux, Desmet, Pirot et Simonet.



*Les quatre premiers professeurs de cours techniques, entourant le Frère Maxime-Lucien*

(\*) Cette école fusionnera au début des années '80 avec l'école des Sœurs de Bertrix, l'Institut Notre-Dame du Sacré-Cœur.



## L'Institut Saint-Joseph de Libramont-Bertrix

Par la suite, la direction de l'établissement sera assurée successivement par les Frères Maurice (Ghislain Cordier, 1951-1955), Maxime-Lucien (Jean-Marie Verniers, 1955-1961), Martial (Guy Bogart, 1961-1964), Berchmans (1964-1965) et Marc (Pierre Effinier, 1965-1974). Le premier directeur laïc, mais aussi le dernier avant la fusion, sera Roger Villeval, de 1974 à 1996.

En 1953, c'est le Frère Maxime-Lucien qui décide d'ouvrir une section garage en professionnelle, alors qu'on n'organisait dans cette école que de l'enseignement technique. En 1969, une section A2 est lancée, sous le directorat du Frère Marc. On rappellera encore l'ouverture en 1975 de la 5<sup>ème</sup> spécialisation en automation et, en 1978, celle de la 7<sup>ème</sup>. En 1962 s'ouvriront les cours du soir de soudure dont le directeur est celui de l'école de plein exercice. En 1997, cette école de promotion sociale sera fermée.



*L'école technique, intérieur et extérieur*

En 1992, l'accroissement de la population de l'école technique communale pousse à la construction de nouveaux bâtiments. Un an plus tard, ils sont occupés. Au cours de l'année 1993-1994, l'atelier déménage vers l'arsenal des pompiers, pour cause de réfection de l'ancien bâtiment. Il est fonctionnel dès septembre 1994.



*Les nouveaux bâtiments de l'ETB, rue de la Retraite à Bertrix*

## L'Institut Saint-Joseph de Libramont-Bertrix

### La fusion et le nouvel Institut Saint-Joseph de Libramont-Bertrix

En 1996, l'école technique communale de Bertrix ainsi que l'Institut Saint-Joseph de Libramont n'atteignent pas les nouvelles normes d'existence d'un établissement imposées par la Communauté française. Très précisément le 30 mai de cette même année, le conseil communal de Bertrix décide de céder à l'enseignement libre son école technique qui, tout en étant communale, avait la particularité d'être confessionnelle, ce qui n'a pas été sans provoquer quelques remous. Mais les autorités locales voyaient dans cette cession le seul moyen de sauver un outil technique digne d'intérêt. L'école technique fusionne donc avec l'Institut Saint-Joseph de Libramont sous l'autorité d'un pouvoir organisateur nouvellement constitué qui prendra également en charge l'Institut Notre-Dame de Bertrix.

Cette fusion marque un tournant important dans l'histoire des deux écoles. C'est Maria Nicolay qui, dès 1996, assurera la direction de l'ensemble, dont le siège social est établi à Libramont, avec sous sa responsabilité quelque 450 élèves (250 à Libramont et 200 à Bertrix). En 1999, Michel Glemot prend le relais, avant une interruption en 2001 : suite à la fermeture de l'école agricole de Carlsbourg, Michel Bulteau est en effet réaffecté pour deux années à la tête du complexe Libramont-Bertrix. Son départ en 2003 marque le retour de Michel Glemot à la fonction de directeur, qu'il occupe toujours aujourd'hui.

A côté de l'enseignement général sur le site libramontois, les options actuellement proposées à partir du deuxième degré sur l'implantation technique de Bertrix sont les suivantes : électromécanique et scientifique industrielle (3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> technique de transition), électromécanique (3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> technique de qualification), mécanique polyvalente (3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> professionnelle), électricien automatique ou mécanicien automatique (5<sup>ème</sup> et 6<sup>ème</sup> technique de qualification), mécanicien d'entretien (5<sup>ème</sup> et 6<sup>ème</sup> professionnelle), technicien en maintenance de systèmes automatisés industriels (7<sup>ème</sup> qualification en alternance) et complément en maintenance de systèmes techniques (7<sup>ème</sup> professionnelle).

A Bonance, la population scolaire n'ayant cessé d'augmenter, il a fallu songer à une nouvelle construction destinée à regrouper une partie des élèves répartis auparavant entre les différentes constructions modulaires du site. Déjà opérationnel depuis octobre 2010, le nouveau bâtiment a été inauguré le 21 janvier 2011. Il abrite six classes d'une superficie de 54 m<sup>2</sup> et peut accueillir 180 jeunes qui profitent ainsi d'un cadre de travail moderne, lumineux et fonctionnel. On y trouve aussi une salle polyvalente et divers bureaux occupés notamment par le PMS et l'éducatrice responsable des élèves de la quatrième à la sixième année du secondaire.

L'augmentation globale du nombre d'élèves de l'Institut a permis d'ouvrir au 1<sup>er</sup> septembre 2010 un poste organique de sous-direction qui sera scindé en deux pour disposer d'un emploi à mi-temps de sous-direction sur chacun des sites de Bertrix et de Libramont.

## L'Institut Saint-Joseph de Libramont-Bertrix



*Un bâtiment moderne et fonctionnel construit à Bonance en 2010*

*Philippe MOTTEQUIN*

*Christian ROBINET*

### **Sources :**

- *Un siècle d'enseignement libre à Libramont*, 3 fascicules stencillés, rédigés par le curé André Maréchal ;
- Témoignages et documents de différentes personnes.

# L'Institut de la Providence de Champion

Le fondateur de la congrégation française des Sœurs de la Providence est Jean-Martin Moye (1730-1793), prêtre du diocèse de Metz. Son souci : l'éducation des filles dans les campagnes dont personne ne se préoccupe. En 1762, après 8 ans d'attente de la permission de l'autorité ecclésiastique, la première école naît dans un local minuscule dans le petit village de Befey.

Il voulait des enseignantes d'origine pauvre pour parler aux pauvres. A la limite de l'Alsace-Lorraine, l'œuvre se développe rapidement. S'y engagent des jeunes filles de langue allemande et de langue française. Ces dernières ont leur maison principale à Portieux et vont enseigner dans de nombreux villages au rythme des occasions.

En 1822, Monseigneur Kinet, curé de Jambes, alarmé par les efforts du Gouvernement pour « protestantiser » la jeunesse, fait venir en secret des Sœurs de la Providence de Portieux et, bientôt, d'autres localités belges font de même. De Belgique aussi, il y aura des vocations qui rejoindront le noviciat de Portieux. En 1833, Monseigneur Kinet obtient de Portieux l'ouverture d'un noviciat en Belgique, à Jodoigne. Le noviciat est agréé en 1834 par Monseigneur Barrett, évêque de Namur (1833-1835), qui encouragera Monseigneur Kinet à poursuivre son œuvre.

A Jodoigne, tant de jeunes filles entrent au couvent que des jeunes gens montrent leur mécontentement en cassant les carreaux au château Pastur et que le noviciat sera hébergé au château de Harlue pendant deux ans.



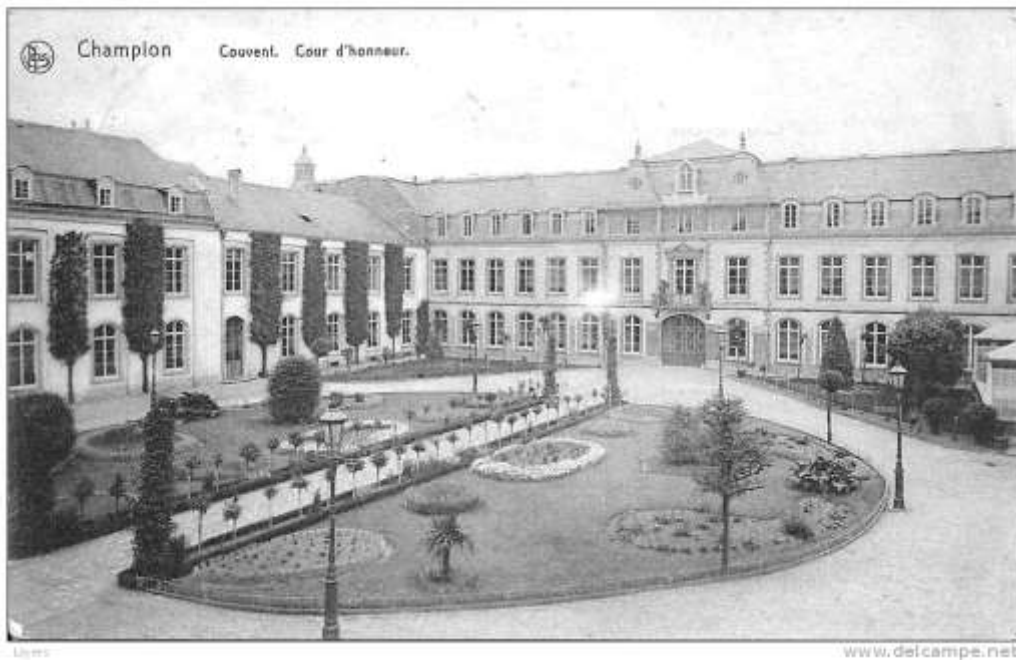
Les Sœurs de La Providence s'installent en 1836 à Champion dans un château acheté par Monseigneur Kinet : le monument funéraire du fondateur a été érigé devant l'entrée de la chapelle. Cette imposante demeure deviendra la maison mère des Sœurs de la Providence. La congrégation belge devient autonome en 1837. Les novices belges reçoivent une formation avant d'être envoyées dans les villages, d'où la naissance de l'école normale de Champion destinée aux jeunes Religieuses. Il s'agit de la plus ancienne de Belgique avec celle de Malonne. Une deuxième école normale est ouverte en parallèle pour « des jeunes filles intelligentes et pieuses, aptes à recevoir la formation d'institutrice franchement catholique ». Les premiers diplômes d'enseignantes primaires sont délivrés en 1851. Ce n'est qu'à partir de 1926 que les Religieuses assisteront aux cours donnés aux laïques.

## L'Institut de la Providence de Champion

Le château d'origine, encore debout aujourd'hui, est situé au fond de la cour d'honneur actuelle. Quelques années plus tard, d'imposantes constructions sont réalisées autour de ce château et formeront un ensemble en carré autour d'une cour d'honneur.



*Façade en 1846*



*La cour d'honneur avec, dans le fond, l'ancien couvent*

Afin de bien préparer ces institutrices, il est nécessaire de les garder sur le site, d'où la moitié des bâtiments sert de pensionnat. Il est aussi nécessaire d'avoir des écoles d'application afin que les futures enseignantes puissent s'exercer, ce qui explique la création d'une école primaire et d'une école secondaire à la fin du XIXème siècle. L'école normale sera élargie à la formation de régentes (1892) et d'institutrices maternelles (1897).

## L'Institut de la Providence de Champion



*Champion. Restaurant-Hôtel du Pensionnat.*

*Le tram et l'hôtel du pensionnat dont le bâtiment existe toujours (rue de Fernelmont).*

L'école primaire d'application date de 1963. L'école secondaire a diplômé les premières scientifiques A en 1955. La création des scientifiques B et latin-sciences date de 1960, latin-grec l'année suivante, latin-math en 1965 et économique en 1969. En 1971, l'école moyenne d'application (attachée à l'école normale) et les Humanités passent au rénové et à la mixité en 1981 et puis fusionnent en 1982. L'école normale est dirigée par un laïc depuis 1990 et l'école primaire depuis 1971.

Il y a très longtemps, toutes ces écoles de Champion étaient administrées par un seul conseil d'administration. L'école normale et l'école secondaire avaient encore le même conseil d'administration à la création des hautes écoles et en particulier de l'HENaC (puis HENam) en 1996 alors que le fondamental avait son propre conseil d'administration.

En 1994, l'école secondaire compte 600 élèves, ce qui permet de créer un poste de sous-directeur pour un laïc qui deviendra directeur en 1996 au départ de la dernière Religieuse. L'internat de l'école secondaire ferme en 2000 et les chambres sont bien vite transformées en classe. A partir de cette date et jusqu'en 2005, le nombre d'élèves n'a cessé de croître pour arriver à 1 060. Il n'est pas possible de dépasser ce chiffre par manque de locaux. Le fondamental est depuis très longtemps saturé lui aussi avec près de 600 élèves.

On croit à tort que les écoles fondamentale et secondaire peuvent encore s'étendre. Il ne faut pas perdre de vue qu'il y a cinq entités à Champion : les trois écoles, la pédagogie du supérieur (50 étudiantes) et le couvent. A cela, il faut ajouter les nombreuses formations qui se donnent sur le site et qui occupent pas mal de place... Ne vous étonnez donc pas d'y trouver des parkings bondés...

## L'Institut de la Providence de Champion



*Quand la place du couvent était un étang....*

L'incendie du 17 septembre 1997 a beaucoup marqué les esprits. Il a permis de repenser totalement la configuration du site. Le secondaire est principalement basé à l'avant et autour de la cour d'honneur. L'école normale est située derrière deux énormes bâtiments dont celui qui a été reconstruit après l'incendie. Le couvent, qui se trouve dans le grand bâtiment plus moderne situé près du parc, date des années 1960. L'école fondamentale est de l'autre côté de la rue, bien qu'un bâtiment contenant trois classes et une salle d'éducation physique soit accolé au secondaire.

Un hall de sports et un gymnasium ont été construits par le secondaire en contrebas du cimetière des Sœurs. Il est à noter que la piscine, qui date de plus de 40 ans, a été récemment presqu'entièrement rénovée afin d'économiser l'énergie.



## L'Institut de la Providence de Champion

Une cuisine centrale s'occupe de nourrir toutes les entités, il en est de même pour une équipe d'entretien du site. Une ASBL Patrimoine a été créée afin de coordonner au mieux ces différents services. Signalons également que deux autres bâtiments se trouvent sur le site près du rond-point de la grande porte. D'une part, l'ancien noviciat, une très longue maison occupée par quelques Religieuses retraitées. D'autre part, une habitation appelée « Connexion Providence » récemment rénovée de fond en comble. Vous y serez particulièrement bien accueillis : beaucoup de rencontres se tiennent dans ce bâtiment (pastorale scolaire, réunions paroissiales, animations diverses avec les écoles et la paroisse,...)



*Un même couloir photographié à deux époques bien éloignées*

Les écoles d'application n'existent plus depuis des années mais on continue à accueillir de nombreux stagiaires, surtout au fondamental puisque la moitié des étudiant(e)s de l'école normale sont en section préscolaire et une autre partie importante en section normale primaire. Au secondaire, on accueille des futurs régents en mathématiques, en sciences et en langues modernes. Etant donné le peu de candidats actuellement dans les sections normales secondaires et l'accroissement important de l'école secondaire, il est loin le temps où les élèves voyaient défiler les stagiaires.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010, l'ASBL du fondamental a été intégrée à l'ASBL du secondaire sous l'appellation EFSPC (Enseignement Fondamental et Secondaire de La Providence à Champion). Les bâtiments de l'école fondamentale ont été cédés en 2010 à la SPABSC-Na par la congrégation des Sœurs de la Providence. Un important projet de rénovation est amorcé pour l'ensemble de l'école fondamentale. Outre le bâtiment principal, à droite en montant la rue Notre-Dame des Champs, un bâtiment situé de l'autre côté de la rue a aussi été remis à la SPABSC-Na. Il contient trois classes ainsi que le local d'éducation physique du fondamental.

*Jacques SARTON,  
ancien directeur de l'Institut de la Providence et  
président du P.O.*



## L'Institut de la Providence de Champion



*L'entrée principale encadrée de deux bâtiments aujourd'hui démolis*

*Vue aérienne du site*



### **Sources :**

*Sœurs de la Providence et de l'Immaculée Conception. Souvenir du centenaire. 1833-1933, Bruxelles, 1933.*

## INDEX DES ECOLES

Andenne, Institut Sainte-Begge .....	tome II, page 80
Arlon, Institut Cardijn Lorraine .....	tome III, page 9
Arlon, Institut Sainte-Marie .....	tome II, page 74
Athus, Institut Cardijn Lorraine .....	tome II, page 9
Athus, Institut Marie-Médiatrice .....	tome II, page 9
Athus, Institut Sainte-Anne .....	tome II, page 10
Auvelais, Institut Notre-Dame .....	tome IV, page 110
Auvelais, les Collèges Saint-André .....	tome IV, page 93
Barvaux, Institut du Sacré-Cœur .....	tome II, page 33
Beauraing, Institut Notre-Dame .....	tome IV, page 61
Beauraing, Institut Notre-Dame du Sacré-Cœur .....	tome I, page 45
Bertrix, Ecole technique communale .....	tome III, page 88
Bertrix, Institut Notre-Dame à Bertrix .....	tome IV, page 45
Bertrix, Institut Notre-Dame du Rosaire .....	tome IV, page 49
Bertrix, Institut Notre-Dame du Sacré-Cœur .....	tome IV, page 45
Bonneville, Ecole Professionnelle Saint-Lambert .....	tome III, page 74
Bouillon, Institut Sainte-Marie .....	tome II, page 53
Burnot, Collège du Sacré-Cœur .....	tome I, page 23
Carlsbourg, Institut Saint-Joseph .....	tome III, page 3
Champion, Institut de la Providence .....	tome III, page 92
Ciney, les Instituts Saint-Joseph .....	tome II, page 18
Differt, Institut de Nazareth .....	tome II, page 11
Dinant, Collège Notre-Dame de Bellevue .....	tome II, page 38
Dinant, Institut Georges Cousot .....	tome II, page 29
Durbuy, Institut Clairval .....	tome III, page 64
Eghezée, Collège Saint-Hubert .....	tome III, page 41
Eghezée, C.S. Saint-Joseph - Saint-Hubert .....	tome III, page 37
Eghezée, Institut Saint-Joseph .....	tome III, page 38
Erpent, Collège Notre-Dame de la Paix .....	tome I, page 65
Etalle, Ecole professionnelle .....	tome III, page 59
Etalle, Institut de la Providence .....	tome III, page 57

Floreffe, Séminaire .....	tome I, page 51
Florenville, Institut Champagnat .....	tome I, page 62
Florenville, Institut Sainte-Anne .....	tome I, page 59
Fosses, Institut Sainte-Marie .....	tome IV, page 104
Gedinne, Institut Notre-Dame .....	tome IV, page 69
Gembloux, Collège Saint-Guibert .....	tome IV, page 29
Gembloux, les Instituts Notre-Dame .....	tome IV, page 29
Gembloux, les Instituts Saint-Guibert .....	tome IV, page 35
Godinne, Collège Saint-Paul .....	tome I, page 19
Habay-la-Neuve, Communauté scolaire Saint-Benoît .....	tome IV, page 121
Habay-la-Neuve, Institut de l'Immaculée Conception .....	tome IV, page 121
Habay-la-Neuve, Institut de la Sainte-Famille .....	tome IV, page 126
Jambes, Ecole professionnelle .....	tome III, page 45
Jambes, Institut Saint-Joseph .....	tome III, page 45
Jamoigne, Ecole technique moyenne .....	tome I, page 59
Jemelle, Institut de la Sainte-Famille .....	tome II, page 4
La Roche, Institut Saint-Joseph-Sacré-Cœur .....	tome IV, page 17
Libramont-Bertrix, Institut Saint-Joseph .....	tome III, page 85
Malonne, Institut Reumonjoie .....	tome III, page 32
Malonne, Institut Saint-Berthuin .....	tome II, page 85
Maredsous, Collège Saint-Benoît .....	tome I, page 83
Maredsous, Ecole des Métiers d'art .....	tome IV, page 88
Namur, Bureau de l'Enseignement .....	tome IV, page 3
Namur, Ecole Professionnelle Saint-Nicolas .....	tome III, page 79
Namur, Institut des Arts et des Techniques Artisanales .....	tome IV, page 75
Namur, Institut Notre-Dame .....	tome II, page 25
Namur, Institut Saint-Louis .....	tome I, page 9
Neufchâteau, Institut Saint-Joseph .....	tome II, page 50
Neufchâteau, Institut Saint-Michel .....	tome II, page 45
Philippeville, Institut Notre-Dame - ens. spécialisé .....	tome III, page 69
Philippeville, Institut Notre-Dame .....	tome I, page 37
Rochefort, Institut Saint-Joseph .....	tome II, page 3
Rochefort-Jemelle, Institut Jean XXIII .....	tome II, page 3
Saint-Hubert, Institut Notre-Dame .....	tome III, page 14

Saint-Hubert, Institut Saint-Joseph .....	tome III, page 24
Schaltin, EPSIS .....	tome I, page 71
Tamines, Communauté Educative Saint-Jean-Baptiste .....	tome IV, page 135
Tamines, Institut libre d'enseignement technique des Alloux ...	tome IV, page 158
Tamines, Institut Sainte-Catherine .....	tome IV, page 150
Vedrin, Ecole Professionnelle Saint-Lambert .....	tome II, page 68
Vielsalm, Institut du Sacré-Cœur .....	tome II, page 58
Virton, Centre Scolaire de l'Immaculée Conception.....	tome I, page 28
Virton, Collège Notre-Dame du Bonlieu .....	tome I, page 27
Virton, Collège Saint-Joseph .....	tome I, page 27
Virton, Institut de la Sainte-Famille .....	tome I, page 31
Virton, Institut Pierrard .....	tome I, page 75
Wanfercée-Baulet, Institut Sainte-Anne .....	tome IV, page 163